

Vers de nouvelles synergies entre La Havane et Paris

Entretien avec S.E.M. Héctor IGARZA CABRERA,
Ambassadeur de Cuba en France

Quelques mois après l'annonce, le 17 décembre 2014, de la volonté de Cuba et des États-Unis de rétablir leurs relations diplomatiques, la visite officielle du Président François Hollande à La Havane, le 11 mai 2015, marque un tournant pour les liens de coopération franco-cubains. Déjà très étroits en matière culturelle, ceux-ci voient s'ouvrir de vastes champs de coopération dans le domaine économique. Ambassadeur de Cuba en France, S.E.M. Héctor Igarza Cabrera, nous explique aussi les enjeux de cette nouvelle dynamique dans le contexte des réformes initiées par le Président Raúl Castro.

La Lettre Diplomatique : Monsieur l'Ambassadeur, le Président François Hollande doit accomplir le 11 mai 2015 la première visite officielle d'un chef d'État français à Cuba. Quel regard portez-vous sur les relations franco-cubaines ? Comment envisagez-vous l'approfondissement du dialogue politique entre les deux pays ?

S.E.M. Héctor Igarza Cabrera : Cuba et la France sont deux pays unis par des liens forts dont la genèse est à chercher avant tout dans l'Histoire. Avant l'établissement de relations entre nos deux pays, en 1902, il y a 113 ans, nous entretenions déjà des liens culturels et historiques. Au début du XIX^{ème} siècle, la Révolution haïtienne et la rébellion des esclaves de la riche colonie française de Saint-Domingue obligent des milliers de colons français à fuir et à abandonner leurs biens. Ils arrivent alors dans la partie orientale de Cuba, d'abord à Baracoa, puis se déplacent vers Santiago de Cuba. Entre 1800 et 1804, environ 30 000 Français vont ainsi s'implanter dans l'île, qui est alors une colonie espagnole. À Santiago de Cuba, les Français fondent le quartier du Tivoli, dont l'empreinte

architecturale, culturelle et linguistique se révèle d'une importance capitale pour la modernisation de la ville.

La belle ville cubaine de Cienfuegos, fondée en 1819 par le Français Louis de



Clouet et une cinquantaine de colons immigrés de Bordeaux et de Louisiane, est un exemple marquant de la pré-

sence française à Cuba, à tel point que l'UNESCO, qui l'a classée au Patrimoine mondial, la considère comme « le premier et l'un des plus remarquables exemples d'ensemble architectural traduisant les nouvelles notions de modernité, d'hygiène et d'ordre en matière d'urbanisme tel qu'il s'est développé en Amérique latine à partir du XIX^{ème} siècle ». Ce projet fait aujourd'hui, avec plusieurs autres programmes, l'objet de l'attention de Cuba Cooperation, une association basée en France, et constitue un exemple de coopération solidaire.

Louis François Delmes, graveur et cartographe français du milieu du XIX^{ème} siècle, apporte également sa contribution à une meilleure connaissance de l'île en produisant des cartes et des gravures précieuses.

Les annonces publicitaires publiées dans la presse de l'époque témoignent de l'influence française. On importe des marchandises de luxe qui viennent de Paris, Bordeaux et Marseille. On boit des vins français de Bordeaux : Château Lafite, D'Estournel, du Médoc, du Sauternes, du Cognac et du Champagne... On fait venir du jambon de Bayonne et d'autres mets locaux.

Du côté cubain, José Martí, le héros national de Cuba, sûrement l'un des plus



Place de la Révolution, à Santiago de Cuba.

© Office de Tourisme de Cuba

grands penseurs de la fin du XIX^{ème} siècle, a très bien connu la culture française. Il a notamment traduit en espagnol *Mes fils* de Victor Hugo, écrivain qu'il admire tant pour son talent que pour son soutien à la révolution anti-coloniale à Cuba.

Severiano de Heredia, né à La Havane le 8 novembre 1836, est, quant à lui, arrivé en France à l'âge de 10 ans. Il fait de très brillantes études au lycée Louis-le-Grand où il reçoit, en 1855, le grand prix d'honneur du lycée. Il compose plusieurs nouvelles et essais poétiques. En 1870, il demande la nationalité française. Il devient membre du conseil municipal de Paris pour le quartier des Ternes (17^{ème} arrondissement) à partir d'avril 1873, puis Président du conseil municipal de Paris en 1879, avant d'être élu en août 1881 à la Chambre des députés. Il assume les fonctions de Ministre des Travaux publics du 30 mai 1887 au 11 décembre 1887. Il lutte, entre autres actions, pour réduire la journée de travail en usine à dix heures pour les enfants de moins de douze ans.

« Cuba et la France sont deux pays unis par des liens forts »

Autre exemple, le personnage historique Emilio Bacardi Moreau, fils de la française Lucie Moreau et de Facundo Bacardi, actif indépendantiste et premier Maire de Santiago en 1898, qui a laissé à Cuba une œuvre socioculturelle considérable.

Cuba, dont l'économie est à l'époque essentiellement basée sur la culture de la canne à sucre et du café, optimise

la production de ce dernier produit grâce aux premiers manuels de culture du café, écrits par deux planteurs français, Jean Laborie et Alex Dumont, entre 1809 et 1820.

D'ailleurs, dans la cordillère de la Sierra Maestra, où Fidel Castro a commencé la dernière lutte, qui fut aussi décisive, pour la véritable indépendance de Cuba, on a recensé plus de 90 vestiges d'anciennes plantations de café. Parmi elles, celle de La Fraternité ou de La Isabelica, classées aujourd'hui au Patrimoine mondial de l'UNESCO, tout comme 200 kilomètres de « chemins de colline » dans les zones escarpées de la Sierra.

Dans ce dossier

p.68

France-Cuba : une nouvelle donne

- L'UE veut accélérer les négociations avec Cuba

p.76

Économie : en quête de partenariats

- La Havane à 3h30 de Fort-de-France
- Les entreprises françaises prêtes à soutenir l'ouverture de l'économie cubaine

p.87

Une coopération multiforme

- Agriculture et environnement : secteurs prometteurs de la coopération franco-cubaine

● Entretien en anglais



p.92

L'histoire de la production et de l'exploitation du cuivre est également marquée par l'action de Français tels que Prudent Casamayor et l'ingénieur Jules Sagebien, ce dernier ayant réalisé le premier chemin de fer destiné au transport du cuivre.

L'Alliance Française de La Havane, ainsi que celle de Santiago, sont des »

» lieux d'intenses activités culturelles, qui permettent à 12 000 Cubains d'apprendre le français, et qui organisent des expositions, des festivals, des spectacles, des rencontres et des échanges autour de nos deux cultures. Considérant la taille de sa population, qui s'élève à 11,2 millions d'habitants, Cuba est le pays abritant le plus grand nombre d'étudiants au monde au sein de ces alliances françaises.

Les festivals du film français qui ont lieu chaque année dans toutes les villes cubaines connaissent depuis des années un grand succès. Par ailleurs, la Maison Victor Hugo, centre de promotion de la culture française au cœur de la Vieille Havane, témoigne du désir politique de nos dirigeants de préserver un patrimoine commun.

Le rôle économique et culturel joué par les Français à Cuba est donc considérable de par leur intégration au sein de la société cubaine et de par leur contribution à la modernisation de l'île et, en particulier, de sa partie orientale.

Le Président François Hollande m'a confirmé avoir lu la littérature de M. Alejo Carpentier, ancien Conseiller culturel de Cuba en France, célèbre pour son style baroque. Ses œuvres les plus connues en France comprennent *Le Siècle des Lumières* (1962), *La Guerre du Temps*

(1967), *Concert baroque* (1974). Dans *Le Royaume de ce monde* (1949), son premier grand roman, il évoque le mouvement révolutionnaire haïtien. C'est aussi dans le prologue de ce roman qu'il décrit sa vision du « réel merveilleux », que les critiques identifieront au réalisme magique.

L.L.D. : Près de trente ans après le dernier déplacement à Cuba d'un ministre français des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius a effectué une visite officielle à La Havane le 12 avril 2014 au cours de laquelle il a inauguré l'antenne cubaine de Business France. Comment décririez-vous les perspectives d'intensification des échanges économiques franco-cubains ? Au-delà, en quoi cette visite peut-elle, selon vous, être qualifiée d'« historique » ?

S.E.M.H.I.C. : L'investissement français le plus important à Cuba est celui du groupe Pernod-Ricard (Rhum Havana Club). D'autres grands groupes participent aux projets de développement de l'île. Ils se concentrent dans les secteurs du tourisme (Accor), du bâtiment

et de la construction (Bouygues), des télécommunications (Orange et Alcatel-Lucent), de l'énergie (Total, Alstom), de l'électricité, de l'agroalimentaire et des transports (Air France).

Une soixantaine d'entreprises françaises sont actives par le biais de partenariats avec des entités cubaines, de bureaux de représentation et de sociétés détenues par des Français implantés localement : 13 d'entre elles sont établies sous forme d'associations économiques internationales (sociétés mixtes ou contrats d'association) et 20 sous la forme de succursales. Des missions du MEDEF ont régulièrement lieu (en mars 2012, en octobre 2013). La Foire internationale de La Havane, qui se tient chaque année, est l'occasion pour des entreprises françaises d'exposer leur savoir-faire. Les exportations françaises vers Cuba sont, quant à elles, garanties par la Coface.

M. Laurent Fabius a d'ailleurs été nommé à La Havane sa nouvelle casquette de chef du Commerce extérieur et s'est entretenu avec M. Rodrigo Malmierca, Ministre cubain du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, qui impulse la nouvelle loi pour attirer des capitaux. C'est à cette occasion que M. Fabius a pu réitérer l'intérêt de la France à participer au développement de l'économie cubaine compte tenu des perspectives offertes par les réformes en cours et

par la future zone de développement économique spéciale autour du port en eaux profondes de Mariel. En plus, nous avons choisi de donner la priorité à 11 secteurs d'activités dans lesquels des compagnies françaises peuvent investir : agroalimentaire et forêt, sucre, industrie, tourisme, énergie (notamment renouvelable), mines, transports, industrie pharmaceutique et de la biotechnologie, santé (exportation de services), commerce et construction.

Pour autant, on peut qualifier la visite de M. Fabius à Cuba de vraiment historique si vous prenez en considération le fait que le dernier ministre français des Affaires étrangères à s'être rendu dans notre pays, était M. Claude Cheysson en 1983, soit il y a 31 ans déjà. M. Fabius est aussi le ministre français qui a été le premier de ses collègues européens

à le visiter depuis que l'Union européenne (UE) a initié un processus de normalisation de ses relations avec Cuba.

D'ailleurs, je tiens à vous rappeler la déclaration faite par M. Fabius lors de l'annonce de la reprise de contacts entre les gouvernements de Cuba et des États-

« Ces contacts marquent (...) le début d'une relation plus approfondie dans tous les domaines »

Unis : « Les États-Unis et Cuba viennent d'annoncer leur décision de rétablir leurs relations diplomatiques, plus d'un demi-siècle après la fermeture de leurs ambassades. Je salue ces annonces qui, comme l'a depuis longtemps souhaité la France, ouvrent la voie à une pleine normalisation et, je l'espère, à la levée à terme de l'embargo sur ce pays. La France s'est fortement engagée au cours des dernières années en faveur du rapprochement entre l'Union européenne et Cuba. Les relations franco-cubaines connaissent une dynamique très positive depuis ma visite officielle à Cuba, en avril 2014. La France continuera d'être aux côtés du peuple cubain dans la nouvelle phase qui s'ouvre de son histoire. »

Depuis deux ans, nous avons vu venir à Cuba M. Jean-Pierre Bel, ancien Président du Sénat, en janvier 2013, et après la visite de M. Fabius, Mme Fleur Pellerin, alors Secrétaire d'État chargée du Commerce extérieur, du Tourisme et des Français de l'étranger, a effectué le déplacement en mai 2014. De notre côté, M. Manuel Marrero Cruz, Ministre du Tourisme, s'est rendu à Paris en janvier 2014, avant M. Bruno Rodriguez Parrilla, Ministre des Affaires étrangères, en mars 2014.

Sur le chemin de ce rapprochement, il faut ajouter la visite que vient de réaliser à Cuba en mars 2015 le nouveau

Cuba

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
Capitale : La Havane
Superficie : 110 922 km²
Population : 11,25 millions d'habitants
Langue officielle : Espagnol
Fête nationale : 1^{er} janvier

Chef de l'État : M. Raúl CASTRO
Ministre des Relations extérieures :
M. Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA
Ministre des Finances et des Prix :
Mme Lina Orlanda PEDRAZA RODRÍGUEZ
Ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers :
M. Rodrigo MALMIERCA DÍAZ
Ministre des Forces armées révolutionnaires : Général Leopoldo CINTRA FRIAS

PIB : 72,3 milliards dollars (2011)
Taux de croissance : 1,3 % (2014)
Importations : 13,6 milliards de dollars (2013)
Exportations : 6,25 milliards de dollars (2013)
Monnaie : Peso cubain



SEUL UN RHUM DE CARACTÈRE PEUT METTRE
D'ACCORD CINQ MAESTROS RONEROS* CUBAINS.

HAVANA CLUB SELECCIÓN DE MAESTROS.



Deux fois par an, près de la Havane, les voix des maîtres rumeurs résonnent dans les chais de vieillissement. Ils sélectionnent les meilleurs assemblages de rhums vieillis dans des fûts choisis pour leur potentiel aromatique. À la fin de ce processus, ils se réunissent à nouveau pour goûter leur sélection. C'est seulement quand ils tombent unanimement d'accord sur l'assemblage final que le produit prend son nom. Selección de Maestros. Jamais un rhum n'a aussi bien porté son nom.

* Maîtres rumeurs. Les maîtres rumeurs de la maison Havana Club, de gauche à droite : Juan Carlos Gonzalez, Manuel Calderon, Cesar Marti, José Pablo Navarro, Asbel Morales.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

France-Cuba : une nouvelle donne



Des liens franco-cubains nourris par la confiance et l'amitié

Par S.E.M. Jean-Marie BRUNO,
Ambassadeur de France à Cuba

Avant même que la perception internationale de la réalité cubaine ne soit modifiée par l'annonce des présidents Castro et Obama le 17 décembre 2014, la France avait compris qu'il était temps de changer d'époque dans ses relations avec la République de Cuba. C'est ainsi que le Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, M. Laurent Fabius, a été le premier ministre français des Affaires étrangères depuis 1983 à se rendre dans la Grande île des Caraïbes en avril 2014, rapidement suivi par la Secrétaire d'État au Commerce extérieur d'alors, Mme Fleur Pellerin.

Parallèlement, les négociations avec l'Union euro-

péenne reprenaient en vue de la conclusion d'un accord commercial, de coopération et de dialogue politique. Cette dynamique des relations bilatérales a pris un nouvel élan depuis le début de l'année 2015 avec la tenue, les 6 et 7 février, de la III^{ème} session de consultations bilatérales à La Havane au niveau des hauts fonctionnaires, la visite de M. Matthias Fekl, Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, qui a séjourné à Cuba du 6 au 10 mars 2015, accompagné d'une importante délégation d'entreprises, et la visite le 21 avril à Paris de M. Bruno Rodriguez Parrilla, Ministre des Relations extérieures de Cuba. Cette

séquence a culminé avec le déplacement à La Havane du Président de la République, M. François Hollande, le 11 mai 2015, au cours duquel il a pu rencontrer les plus hautes autorités cubaines.

La volonté politique des autorités françaises de marquer l'importance qu'elles accordent à la République de Cuba transparait ainsi de manière évidente. C'est dans un esprit d'amitié, de confiance et de respect qu'elles souhaitent apporter leur concours à ce pays dans le processus d'actualisation de son modèle économique et dans son entreprise de modernisation et de diversification de son économie, convaincues que la longue amitié qui existe entre nos deux

pays, la densité et l'ancienneté de nos liens culturels et intellectuels, l'excellence de nos produits et le savoir-faire de nos entreprises, la qualité de nos universités et de nos institutions de recherche constituent autant d'atouts stratégiques pour accompagner le peuple cubain tout au long du chemin qui s'ouvre devant lui.

Un des symboles les plus visibles et les plus encourageants de cette attraction mutuelle, de cette confiance et de cette amitié, est sans nul doute l'Alliance Française de Cuba, qui détient le record du monde du nombre d'élèves rapporté à la population. Ce sont ainsi plus de 12 500 élèves qui fréquentent les différents sites de l'Alliance à La Havane et à Santiago de Cuba. La venue du Président Hollande a constitué une occasion exceptionnelle de consacrer cette spécificité en lui permettant d'inaugurer le magnifique Palacio Gómez mis à la disposition de l'Alliance par les autorités cubaines.

C'est dans cet esprit que j'aborde ma mission à La Havane. Je suis certain que je retrouverai auprès des autorités et du peuple cubain la chaleureuse amitié, l'écoute et l'attention qui ont toujours été portées aux représentants de la France auprès de la République de Cuba. Je forme ainsi le vœu de contribuer, à ma modeste mesure, à consolider un peu plus l'amitié entre nos deux pays au service du bien-être de nos peuples. ●



Un an avant la visite historique du Président français François Hollande à Cuba le 11 mai 2015, M. Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, a accompli le 12 avril 2014 une visite officielle à La Havane, la première d'un chef de la diplomatie française depuis Claude Cheysson en 1983. Ci-dessus, M. Laurent Fabius lors de sa rencontre avec le Président cubain, M. Raúl Castro.

© Ambassade de Cuba



Vingt ans d'amitié avec Cuba

Par M. Daniel RAOUL,
Sénateur du Maine-et-Loire, Président du Groupe d'amitié France-Caraïbes au Sénat

Créé en 1996 à l'initiative du Sénateur Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), le groupe interparlementaire France-Caraïbes procède de la transformation du Groupe d'amitié France-Amérique latine, réparti depuis lors en plusieurs groupes régionaux.

Depuis le début, les relations avec Cuba ont été denses, quelles que soient les circonstances politiques et les remous de la politique étrangère française ou européenne ou américaine. L'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, en décembre 2014, est une heureuse nouvelle après deux décennies de relations confiantes maintenues patiemment à travers la diplomatie parlementaire du Groupe d'amitié.

Les échanges et la connaissance mutuelle se sont approfondis à travers des rencontres avec des personnalités, les relations fréquentes avec les ambassadeurs successifs à Paris, l'organisation d'événements culturels, ainsi que par des déplacements de délégations du Groupe d'amitié à Cuba.

Parmi les personnalités reçues à plusieurs reprises, figurent en premier lieu les députés cubains, en particulier le Président de la Commission des Relations extérieures, ainsi que le précédent et l'actuel présidents de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire (ANPP).

Divers entretiens ont eu lieu avec de nombreux ministres cubains, à Paris et à La Havane, ou avec des membres du Conseil d'État et de l'Académie des sciences, ainsi qu'avec le Maire de La



Capitale de Cuba, La Havane est le centre économique et culturel du pays. Avec plus de 3,7 millions d'habitants, son agglomération est la plus grande des Caraïbes.

Havane ou des représentants d'organisations sociales comme la Fédération des Femmes cubaines.

La coopération interparlementaire a permis l'accueil de plusieurs stagiaires, un Protocole d'accord sur la coopération entre le Sénat et l'ANPP ayant été signé, le 12 décembre 2000.

Mentionnons également l'organisation de manifestations culturelles dont deux concerts de musique classique donnés par des artistes cubains, ainsi que le soutien apporté à la Maison Victor Hugo à La Havane.

Des délégations du Groupe d'amitié se sont rendues à Cuba à sept reprises, depuis 1997, à l'invitation de ses homologues de l'ANPP. Elles ont participé (en 2002) à la Foire aux Livres de La Havane, ainsi qu'à la Foire internationale de La Havane qui expose les entreprises travaillant à Cuba. Elles ont traversé le pays pour

mieux connaître sa réalité, à l'écart des stéréotypes et se sont rendues à Trinidad, Cienfuegos, et Pinar Del Rio. Elles se sont intéressées au système de santé de Cuba et à la remarquable coopération médicale internationale menée par ce pays.

Le Groupe d'amitié France-Caraïbes a participé activement, en 2011, au vote de la proposition de résolution instituant le 31 mai comme journée de l'Amérique latine en France, puis aux manifestations organisées dans ce cadre.

Une nouvelle phase s'ouvre pour les relations entre les deux groupes d'amitié. À la suite des récentes élections, à Cuba comme au Sénat français, les bureaux des deux Groupes d'amitié ont été renouvelés. La personnalité du nouveau Président du Groupe d'amitié Cuba-France de l'ANPP, M. Eduardo Torres Cuevas, Directeur de la Bibliothèque nationale cubaine, Président

de l'Alliance Française de Cuba et Académicien, venu en visite en décembre 2014, oriente l'intérêt vers l'éducation et la culture. Une attention particulière sera également accordée aux aspects économiques du rapprochement franco-cubain. Les questions d'environnement seront à l'honneur, dans la perspective de la future conférence de Paris sur le climat à la fin 2015.

Entre-temps, le Ministre des Relations extérieures de Cuba, M. Bruno Rodriguez Parrilla, a effectué une visite officielle en France. Nous espérons que la visite officielle à Cuba du Président de la République française, qui constitue une première, contribuera au renforcement des liens franco-cubains. Tous nos vœux accompagnent, par ailleurs, le développement du rétablissement des relations entre Cuba et les États-Unis, et les conséquences favorables qu'on peut en attendre pour l'économie cubaine. ●



Le Groupe d'amitié France-Cuba : un espace d'échanges

Par M. André CHASSAIGNE,

Député du Puy-de-Dôme, Président du Groupe d'amitié France-Cuba à l'Assemblée nationale

La question de l'utilité des groupes d'amitié est récurrente. À quoi sert en effet notre Groupe d'amitié entre l'Assemblée nationale française et l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba ?

Il est tout d'abord, au sein de notre Assemblée, un espace de rencontres de députés de sensibilités diverses, amis de Cuba ou seulement curieux de mieux connaître l'État et le peuple cubains. Aussi, nous auditionnons régulièrement l'Ambassadeur de Cuba à Paris et accueillons de nombreuses délégations cubaines de passage en France.

Ces rencontres sont des moments d'échanges sur les relations entre nos deux pays, souvent dans le domaine économique, en lien avec

les évolutions de la politique cubaine. L'objectif est d'aider à lever les difficultés, relayer les attentes, développer les échanges commerciaux entre nos deux pays. La question économique vient de prendre une importance accrue après le rapprochement entre Washington et La Havane, avec la nécessité d'aller très vite pour que les entreprises françaises anticipent l'arrivée des entreprises américaines. Plusieurs réunions ont touché aussi au champ culturel et à la présence française dans le domaine éducatif grâce au fort rayonnement de l'Alliance Française sur ses deux sites de La Havane et de Santiago de Cuba.

Ces rencontres nous conduisent à intervenir auprès



Le quartier résidentiel de Marina Hemingway, près du Centre international de conférences de La Havane.

des ministères et organismes concernés, à dynamiser les coopérations avec les collectivités territoriales. Nos interventions se font sous forme collective ou par les réseaux personnels des membres du Groupe d'amitié.

À titre plus personnel, et c'est mon cas, des membres du Groupe d'amitié portent aussi une parole plus politique sous la forme de questions écrites au gouvernement, courriers aux ministres, signatures de pétitions, tribunes de presse, participations à des débats et colloques. Depuis 2012, cette expression engagée a porté notamment sur la levée du blocus américain, les « 5 héros » de Miami, la présence d'une radio anti-castriste émettant du sol français, les conséquences désastreuses pour l'énergie cubaine du rachat d'Alstom par Général Electric, la question des droits de l'homme...

Fin juin 2014, dans la continuité de la visite de Laurent Fabius en avril, quatre membres de notre Groupe d'amitié se sont rendus à Cuba avec un programme fourni de rencontres officielles et de visites sur le terrain. L'accueil a été chaleureux avec des échanges

approfondis. Cette mission parlementaire a permis de mieux comprendre les mutations en cours et a évidemment donné lieu à un compte rendu écrit. Elle a aussi conduit plusieurs députés du Groupe d'amitié à apporter une aide financière, sur leur réserve parlementaire, à l'Alliance Française de Santiago de Cuba.

Comme Président du Groupe d'amitié, je me dois de répondre aussi aux sollicitations de la presse, comme cela a été le cas le 17 décembre 2014, après les annonces conjointes des Présidents Barack Obama et Raúl Castro. Je participe aussi à diverses initiatives, en particulier celles de nombreuses associations d'amitiés et de solidarités avec Cuba, dont l'action est remarquable et ne s'est jamais relâchée depuis 1959.

Derrière cette activité du Groupe, un élément moins perceptible : l'attachement, à forte teneur affective, de beaucoup de députés progressistes à la Révolution cubaine et au courage de son peuple. C'est la dimension presque magique d'une amitié qui n'est pas seulement institutionnelle. ●



Siège du gouvernement cubain avant la Révolution de 1959, le Capitolio abrite aujourd'hui l'Académie des sciences de Cuba.

CMA CGM

un des leaders mondiaux
du transport maritime



Le Groupe CMA CGM, fondé et dirigé par Jacques R. Saadé, est aujourd'hui le troisième groupe mondial de transport maritime en conteneurs et le premier français.

Ses 445 navires desservent plus de 400 ports dans le monde. Présent dans 160 pays, CMA CGM emploie 20 000 personnes dans le monde et 4 500 en France. Groupe en plein développement, CMA CGM ne cesse d'innover pour proposer à ses clients de nouvelles solutions maritimes, terrestres et logistiques.



www.cma-cgm.com

L'UE veut accélérer les négociations avec Cuba



Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Vice-Présidente de la Commission européenne, et M. Rodrigo Malmierca Díaz, Ministre cubain du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, le 24 mars 2015, à La Havane, signent un accord de financement entre Cuba et l'UE pour renforcer la coopération durant la période 2014-2020.

Marquant un tournant dans les relations entre Cuba et l'Union européenne (UE), la visite de Mme Federica Mogherini, à La Havane du 23 au 24 mars 2015, a permis d'accélérer la reprise du dialogue bilatéral. Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et Vice-Présidente de la Commission européenne, elle a affirmé d'emblée son intention de parvenir « à un accord à la fin de l'année. » Cuba et l'UE ont entamé des négociations dans ce but en avril 2014.

Suite » Secrétaire d'État au Commerce extérieur, au Tourisme et aux Français à l'étranger, M. Mathias Fekl, qui a précédé le séjour du Président de la République française, M. François Hollande, qui cristallise cette relation historique entre nos deux peuples.

Avant cette visite historique du premier président français à venir à La Havane, nous avons aussi eu au mois d'avril 2015 la visite en France du Ministre cubain des Affaires étrangères, M. Bruno Rodríguez Parrilla, invité par son collègue M. Fabius, laquelle a pavé la voie pour accueillir M. François Hollande.

Tous ces contacts marquent la fin d'une longue période de rapprochement entre nos deux pays et, en même temps, le début d'une relation plus approfondie dans tous les domaines. Mais cela montre aussi l'importance que le Président français accorde à ses relations avec l'Amérique latine et au rôle que Cuba peut jouer pour répondre aux attentes françaises.

L.L.D. : La visite effectuée par le chef de la diplomatie française à Cuba s'inscrit dans le cadre des négociations lancées, le 28 avril 2014, avec l'UE en vue de la conclusion d'un nouvel accord de coopération. De quelle façon ces pourparlers progressent-ils ?

Comment analysez-vous la possibilité d'une révision de la politique commune européenne en vigueur depuis 1996 à l'égard de votre pays ?

S.E.M.H.I.C. : L'UE représente un important partenaire de Cuba, en fait,

« **Le Président des États-Unis a reconnu l'échec de la politique appliquée contre Cuba pendant plus de cinquante ans** »

son deuxième partenaire. Le commerce entre Cuba et l'UE est dynamique, même si cela résulte d'une balance commerciale positive en faveur des Européens. Quatre pays européens se trouvent ainsi parmi les 10 premiers partenaires de Cuba : l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie et la France. En 2013,

36,7% des exportations de Cuba étaient dirigées vers l'Europe tandis que 25,9% des importations provenaient de cette région. Les Européens importent principalement des produits alimentaires, des boissons, des cigares, du sucre et ses dérivés, ainsi que des produits minéraux comme le nickel et le fer. De son côté, l'UE exporte vers Cuba des équipements et des pièces de rechange, des produits alimentaires et chimiques ainsi que des dérivés.

En matière de tourisme, quatre nations européennes figurent parmi les cinq premiers pays émetteurs de touristes à Cuba derrière le Canada : l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France. Le 15 février 2015, la France est passée à la troisième place.

Les délégués de l'UE et de Cuba, dont les relations sont officiellement suspendues depuis 2003, négocient, en effet, depuis mai 2014 en vue d'un « accord de dialogue politique et de coopération ». Début 2014, les Vingt-huit avaient approuvé l'ouverture d'un dialogue visant à normaliser les relations avec Cuba. Cette proposition a été acceptée par notre pays, qui souhaite que l'UE abandonne sa « Position commune », en vigueur depuis 1996.

Le gouvernement de Cuba a souligné son intérêt à avancer dans sa relation avec l'UE, en ce qui concerne en particulier la négociation d'un accord mutuellement avantageux pour les deux parties, sur des bases réciproques d'égalité et non discriminatoires.

L.L.D. : La rencontre entre le Président Raúl Castro et le Président Barack Obama le 11 avril 2015 a confirmé le rapprochement entre Cuba et les États-Unis. Au regard des premières rencontres organisées entre responsables cubains et américains en janvier 2015, à La Havane, comment décririez-vous vos attentes à l'égard de ce processus ?

S.E.M.H.I.C. : Au moment où nous parlons, Cuba et les États-Unis ont annoncé leur décision de rétablir leurs relations diplomatiques dans le cadre d'un processus que nous venons d'initier. Toutefois, il convient de souligner que nous n'avons pas encore renoué de tels liens et que nous ne disposons pas encore d'Ambassadeurs respectivement à Washington et La Havane. Entre le 21 et 22 janvier 2015, une délégation étasunienne est ainsi venue à Cuba et une délégation cubaine s'est rendue en visite aux États-Unis le 27 février suivant, dans le cadre du processus que je viens d'évoquer.

À maintes reprises, le gouvernement de Cuba a exprimé en privé et publi- »

» quement sa disponibilité à tenir avec le gouvernement étasunien un dialogue respectueux, sur la base de l'égalité souveraine, pour aborder différents sujets de façon réciproque, sans porter préjudice à l'indépendance nationale et à l'autodétermination de notre peuple.

Suite à un dialogue qui a duré plusieurs mois, nos deux pays ont pu avancer dans le règlement de certains sujets d'intérêt commun pour les deux nations.

Comme le leader historique de la Révolution Cubaine, Fidel Castro l'avait promis, en juin 2001, lorsqu'il a dit : « *Ils reviendront !* », Gerardo, Ramon et Antonio sont revenus, le 17 décembre 2014, dans notre patrie où ils ont rejoint René

et Fernando, qui avaient déjà accompli les sanctions injustes qui leur avaient été infligées. Ces Cinq antiterroristes cubains sont pour nous un motif de fierté et un exemple de fermeté.

Il s'est exprimé à travers l'énorme joie de leurs parents et de tout notre peuple mobilisé infatigablement pour atteindre cet objectif, des centaines de comités et groupes de solidarité, gouvernements, parlements, organisations, institutions et personnalités qui, pendant 16 ans, ont réclamé leur libération et consenti à de courageux efforts. Nous leurs exprimons notre plus grande gratitude et reconnaissance.

Je profite de cette occasion pour remercier en particulier les organisations

françaises de solidarité et les Français et Françaises qui, individuellement, nous ont accompagnés dans cette bataille.

L.L.D. : Dans quelle mesure ce rapprochement peut-il permettre la levée de l'embargo américain et augurer d'une nouvelle phase pour le développement futur de la société et de l'économie cubaine ?

S.E.M.H.I.C. : Le président des États-Unis a reconnu l'échec de la politique appliquée contre Cuba pendant plus de cinquante ans et l'isolement absolu qu'elle a provoquée pour son pays, ainsi que les préjudices que le blocus



La diplomatie de Cuba : coopérer en pleine souveraineté

Par M. Jean-Jacques KOURLIANDSKY,
Chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS),
spécialiste de l'Amérique latine et de l'Espagne

Souveraineté est sans doute le fil conducteur de la diplomatie cubaine. Pour des raisons historiques compréhensibles. Colonisée, convoitée, Cuba a été en état de dépendance absolue ou partielle pendant plusieurs siècles. Cuba a été la dernière colonie américaine de l'Espagne. Cette dépendance contestée les armes à la main, pourtant victorieuse, avait été dévoyée par les États-Unis, en 1901. Occupée, en état de souveraineté limitée, l'île avait en 1934 difficilement et tardivement obtenu la levée des restrictions constitutionnelles imposées par le grand voisin nord-américain.

Fidel Castro, arrivé au pouvoir en 1959, a très vite imposé une politique étrangère indépendante, rompant avec les liens de subordination maintenus avec Washington. Cette aspiration, pour se concrétiser, avait paradoxalement orienté Cuba vers de périlleuses alliances d'équilibre. Pour préserver sa souveraineté, La Havane avait en effet intégré le bloc soviétique hostile aux États-Unis. Cette adhésion avait

entraîné Cuba dans les aléas de la compétition entre Est et Ouest. Cuba avait ainsi, après une crise internationale qui la dépassait en 1962, accepté de fait une nouvelle tutelle. Elle avait été compensée par un activisme diplomatique et militaire aux côtés d'États d'Afrique et d'Asie encore colonisés.

La fin de l'URSS a été un moment redoutable pour le pays et sa population. Les États-Unis avaient renforcé en 1996 les mesures d'isolement financier, commercial et économique. Mais faisant de nécessité vertu, Cuba a inventé une diplomatie de survie privilégiant les coopérations dans le respect des orientations de chacun. Cuba y a gagné une image nouvelle de faiseur et de constructeur de paix. Cuba a joué un rôle central pour résoudre les conflits civils en Angola, Namibie, Afrique du sud, Amérique centrale. La Havane héberge, aujourd'hui, les acteurs du conflit colombien. La santé, secteur particulièrement développé, a été mise au service du développement

national et de la coopération. Brésil, Venezuela, Émirats, Portugal et bien d'autres font appel contre devises ou leur équivalent aux médecins cubains. Tandis que les pays pauvres bénéficient gratuitement d'une aide efficace et rapidement déployée. Les médecins cubains ont été les premiers, avec ceux de l'ONG *Médecins sans frontières*, à venir au secours des Haïtiens victimes en 2010 d'un tremblement de terre et des milliers de malades atteints par la fièvre ébola en Afrique de l'Ouest en 2014.

Les pays de la région ont très vite pris en compte ces évolutions. Cuba a été réintégrée dans le concert latino-américain et caribéen. Cuba est membre de la CELAC (Communauté d'États latino-américains et caribéens), de l'AEC (Association des États de la Caraïbe), de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique), du Cariforum (Forum des États de la Caraïbe). Depuis 2009, tous ont signalé qu'il serait opportun de réintégrer Cuba au sein de l'OEA (Organisation des États

américains). Cuba, devenu l'un des foyers de discorde de la Guerre froide, en avait été, en effet, suspendu à la demande des États-Unis en 1964.

Plus de vingt-cinq ans après l'implosion et la disparition de l'Union soviétique, la perpétuation d'un embargo, pratique diplomatique d'une autre époque, est devenue de plus en plus incongrue. Les États-Unis étant paradoxalement en train de s'isoler en ignorant Cuba, le Président Obama a fini par prendre une initiative de bon sens. Le 17 décembre 2014 après plusieurs mois de contacts discrets facilités par le Canada et le Vatican, Cuba et États-Unis annonçaient le prochain rétablissement de leurs relations diplomatiques. L'Europe, qui avait à la suite des États-Unis suspendu sa coopération en 1996 faisant suite à une demande espagnole, accompagne cette normalisation. La Havane et Bruxelles ont engagé en 2014 des négociations qui se poursuivent en 2015 en vue de mettre en place une coopération libérée des a priori hérités de la Guerre froide. ●



© UN Photo/Laeyn Fieg

Le Ministre cubain des Relations extérieures, M. Bruno Rodríguez Parrilla, devant l'Assemblée générale des Nations unies qui a voté, le 28 octobre 2014, pour la 23^{ème} année consécutive, la levée de l'embargo des États-Unis sur Cuba.

» a causés à notre peuple. Il a ainsi ordonné de revoir l'inscription, de toute évidence injustifiable, de notre pays sur la liste des États parrainant le terrorisme international.

Ces changements sont le fruit de presque un demi-siècle de lutte héroïque du peuple cubain et de fidélité à ses principes. Mais ils ont aussi été possibles grâce à la nouvelle ère dans laquelle est entrée notre région et à la revendication résolue et courageuse des gouvernements et des peuples de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC).

Nous remercions également, avec sincérité, les 188 États qui votent contre le blocus à l'Assemblée générale des Nations unies, ceux-là même qui soutiennent cette revendication lors des sommets et des conférences internationales, et l'ensemble des mouvements populaires, des forces politiques, des parlements et des personnalités qui se sont mobilisés sans relâche dans ce but.

Pour autant, Cuba ne va pas renoncer à ses idéaux d'indépendance et de justice sociale, ni ne va renier un seul de ses principes, ni ne cèdera dans la défense de sa souveraineté nationale.

Nous avons affirmé au président des États-Unis notre disposition à œuvrer en faveur de la normalisation des relations bilatérales, une fois rétablies les relations diplomatiques, ce qui implique l'adoption de mesures réciproques pour améliorer le climat entre nos deux pays, régler d'autres problèmes en souffrance et progresser en matière de coopération.

Toutefois, le problème principal se maintient : le blocus économique, commercial et financier, qui cause d'énormes dommages humains et économiques et qui viole le droit international, doit être levé.

Le rétablissement des relations diplomatiques marquera le début d'un cheminement vers la normalisation des relations bilatérales, mais ce ne sera pas possible tant que le blocus persistera, tant que le territoire occupé illégalement par la base navale dans la baie de Guantánamo ne nous sera pas rendu, tant que les émissions de radio et de télévision qui violent les normes internationales se poursuivront, tant que des réparations justes ne seront pas accordées à notre peuple pour les dommages humains et économiques qu'il a endurés.

Il ne serait ni moral, ni juste, ni acceptable qu'on demande quoi que ce soit en échange à Cuba. Si ces questions n'étaient pas réglées, ce rapprochement diplomatique entre Cuba et les États-Unis n'aurait pas de sens. Il ne faut donc pas que l'on attende que Cuba négocie en échange de « questions » internes qui relèvent de notre souveraineté absolue. Si nous avons pu progresser lors des récentes négociations, c'est parce que nous nous sommes traités réciproquement avec respect, sur un pied d'égalité. Pour continuer d'avancer, il faudra qu'il en soit ainsi.

Pour le moment, les mesures annoncées à ce sujet sont très limitées. L'interdiction d'octroyer des crédits et d'utiliser le dollar dans nos transactions financières internationales persiste ; les voyages individuels d'États-Unis dans le cadre de la permission relative aux « échanges interpersonnels » restent interdits, car ces derniers visent à des fins subversives, tout comme sont interdits les voyages par voie maritime ; il nous est toujours prohibé d'acheter sur des marchés tiers des équipements et des technologies contenant plus de 10% de composants étatsuniens, comme ce

serait le cas des avions de type Airbus auxquels nous nous intéressons, tandis que les importations par les États-Unis de marchandises contenant des matières premières cubaines le restent aussi, parmi bien d'autres interdictions.

Le Président Barack Obama pourrait utiliser avec détermination ses vastes prérogatives exécutives pour modifier en profondeur l'application du blocus, puisque cela ne dépend que de lui sans avoir à passer par le Congrès. Tout ce qu'il a autorisé en matière de télécommunications, il pourrait l'autoriser dans d'autres secteurs de l'économie et c'est pour cela qu'il est important qu'il ait décidé d'engager un débat au Congrès en vue de supprimer le blocus. Les porte-parole de l'administration étatsunienne n'ont pas caché que les méthodes changent, mais non les objectifs de cette politique, et que l'ingérence dans nos affaires intérieures se poursuivra, ce que nous n'accepterons pas.

La levée du blocus sera un processus long et difficile qui exigera le soutien, la mobilisation et l'action résolue de tous les gens de bonne volonté aux États-Unis et à travers le monde.

L.L.D. : Le Président Raúl Castro a initié des réformes visant à ouvrir davantage l'économie cubaine. De quelle manière ce processus « graduel » est-il appelé à se poursuivre ? Quels sont les principaux dispositifs mis en place par la nouvelle loi sur les investissements étrangers adoptée le 29 mars 2014, en ce qui concerne notamment l'accès à la propriété foncière et l'embauche de la main d'œuvre locale ? Comment la réforme monétaire annoncée fin 2013 avance-t-elle ?

S.E.M.H.I.C. : L'économie constitue le principal sujet à traiter et nous avons le devoir de nous y atteler complètement en vue de mettre en œuvre le développement durable et irréversible du socialisme à Cuba. Le défi auquel nous faisons face est très grand : il faut hisser l'économie à la hauteur du prestige politique que cette petite île des Caraïbes a gagné grâce à la Révolution.

La croissance de l'économie cubaine s'est ralentie à 1,3% en 2014, chiffre nettement inférieur aux prévisions et plus faible hausse depuis 2006. Les projections de 2015 tablent sur une croissance d'un peu plus de 4%, avec une politique pour relancer l'industrie locale, notamment grâce aux investissements étrangers.

Cuba a, en effet, adopté une nouvelle loi sur les investissements étrangers visant à attirer des capitaux pour « actualiser » son modèle économique, sans pour autant recourir « à la thérapie de choc », en

Suite
p. 86
»



DEVEXPORT



SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

Notre savoir-faire commercial au service de l'industrie

Partenaire depuis plus de 25 ans des sociétés du Commerce Extérieur, de l'Énergie, du Transport, de la Pharmacie, de l'Hydraulique, de l'Industrie agroalimentaire...

DEVEXPORT

53, rue Vivienne
75002 PARIS - FRANCE
Tél. : + 33 (0)1 44 55 61 61

SUCCURSALE A LA HAVANE

Calle 4, n°116
Miramar
LA HAVANE - CUBA

www.devexport.com

Économie : en quête de partenariats



« La France a un rôle fondamental à jouer aux côtés des Cubains »

Entretien avec M. Matthias FEKL,
Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger

La Lettre Diplomatique : Monsieur le Secrétaire d'État, vous êtes le premier responsable européen à vous rendre à Cuba depuis l'annonce d'un processus de rapprochement entre La Havane et Washington. Quel bilan faites-vous de ce déplacement ? Quel est votre sentiment à l'égard de l'accueil que vous ont réservé les autorités

premier ministre européen à se rendre à Cuba après que l'Union européenne, a ouvert la porte à une normalisation de ses relations avec l'île. Il existe de nombreuses convergences entre nos deux pays qui sont des pays amis. Lors de mon déplacement, mes entretiens avec les ministres des Relations extérieures et du Commerce extérieur, nos

doit effectuer, en mai 2015, la première visite officielle d'un chef d'État français à Cuba, vous avez affirmé que « la France a un rôle fondamental à jouer aux côtés des Cubains ». Pouvez-vous préciser comment la France peut contribuer à la nouvelle dynamique d'ouverture de Cuba ?

Dans quels secteurs avez-vous identifié les plus grandes opportunités d'investissement pour les entreprises françaises sur le marché cubain ? Quel regard portez-vous sur le projet de zone de développement économique de Mariel ?

M.F. : De nombreux domaines offrent des opportunités pour la France : le tourisme, bien sûr, mais aussi l'agriculture – un accord de coopération pour la recherche agricole a d'ailleurs été signé pendant ma visite – les transports et la construction.

Les Cubains veulent entamer une nouvelle étape. Il y a beaucoup de projets économiques. Un des plus importants est la zone spéciale économique autour du nouveau port de Mariel, dont le gouvernement veut faire un hub international pour les cargos et les containers et qui peut desservir la côte Est des États-Unis. Avec les travaux du canal de Panama, ce port peut devenir un lieu stratégique.

L.L.D. : Pernod-Ricard, CMA-CGM, Bouygues Construction sont autant de groupes français déjà bien implantés à Cuba. Tenant compte de leur expérience, quelle analyse faites-vous du potentiel économique de la Grande Ile ? A l'instar de la création d'un bureau de Business France à La Havane, quels sont les autres dispositifs prévus pour en faciliter



M. Matthias Fekl, Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, lors de sa visite au port de Mariel. Ci-dessus, M. Matthias Fekl entouré, à gauche, de M. Jean-François Tallec, Conseiller du Président du groupe CMA-CGM et, à droite, de Mme Ana Tereza Igarza, Directrice de l'Autorité de la Zone spéciale de Développement de Mariel (ZDEM) et de M. Charles Baker, Directeur du terminal de conteneurs de Mariel.

cubaines et de leur volonté affichée d'intensifier les relations avec la France ?

M. Matthias Fekl : Je tire un bilan très positif de cette visite et de mes rencontres avec les autorités cubaines qui confirment le lien historique ancien et fort qui unit la France et Cuba. En 2014, M. Laurent Fabius a été le

échanges avec les autorités du port de Mariel, la qualité de l'accueil et le temps qui a été consacré à ma délégation témoignent de cette volonté commune que nous avons de renforcer encore davantage nos relations bilatérales.

L.L.D. : Alors que le Président François Hollande

accompagner Cuba dans cette transition et partage avec elle son expérience en matière de gestion d'entreprises publiques, mais aussi son modèle mutualiste.

L.L.D. : Lors de votre déplacement à Cuba, vous étiez accompagné des représentants de 17 entreprises françaises.

L'accès aux investisseurs français ?

M.F. : Les conditions pour investir sont aujourd'hui compliquées : on ne peut pas aller au-delà d'une joint-venture de 50/50, il n'y a toujours pas de possibilité pour un investisseur d'établir un lien direct avec ses employés. Tout passe par l'État. Mais les choses vont évoluer et le potentiel est énorme. Les Cubains, savent qu'ils doivent changer les choses et en même temps, ils ne veulent pas retomber dans la situation d'avant 1959. Ils sont conscients de la nécessité de moderniser leur pays sans tomber dans la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, la dépendance aux grands groupes, au capitalisme mafieux d'avant

la révolution. Ils cherchent à sauvegarder ce que celle-ci a apporté de positif, notamment en matière d'éducation et de système de santé.

L.L.D. : **M. Bruno Bézard, Directeur du Trésor français et Président du Club de Paris, faisait également partie de votre délégation. Dans quelle mesure une décote ou un effacement de la dette de Cuba à l'égard de la France vous semble-t-elle envisageable ? Quinze ans après la rupture du dialogue entre La Havane et le Club de Paris, quels effets ce « processus de réconciliation » est-il susceptible d'avoir sur l'attractivité économique de Cuba ?**

M.F. : Sur la dette, il faut qu'un accord soit trouvé



M. Matthias Fekl, Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, aux côtés de M. Bruno Bézard, Directeur général du Trésor, Président du Club de Paris, à La Havane, en mars 2015.

entre le Club de Paris et Cuba. La dette s'élève aujourd'hui à près de 15 milliards de dollars ; les discussions avancent. Sans solution pour ce problème, il sera difficile pour Cuba de

trouver de nouveaux crédits. J'ai par ailleurs indiqué aux autorités cubaines notre disposition à reconduire notre garantie court terme via l'assureur crédit-public Coface. ●



Des progrès substantiels dans le dialogue entre le Club de Paris et Cuba

Par M. Bruno BÉZARD,
Directeur général du Trésor, Président du Club de Paris

Cuba est un débiteur important pour plusieurs pays créanciers. Au sein du Club de Paris, un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement des pays endettés, un nombre important de créanciers sont en arriérés vis-à-vis du pays. Parmi ceux-ci, un « Groupe informel des créanciers de Cuba » s'est constitué, avec l'objectif de trouver, dans un avenir proche, une solution à ce problème. La dette totale en arriérés de Cuba vis-à-vis du Groupe des créanciers, accumulée depuis l'interruption des paiements du pays à la fin des années 1980, atteint aujourd'hui près de 15 milliards de dollars.

Les relations entre Cuba et les pays du Groupe des créanciers, qui s'étaient distendues depuis la conclusion de quatre accords de rééchelonnement entre 1983 et 1986, ont connu un profond renouveau au cours de ces dernières années. Les deux parties ont engagé un processus de dialogue constructif, visant, *in fine*, à normaliser définitivement les relations financières entre le pays et ses créanciers officiels membres du Groupe. La négociation avec le Groupe des créanciers, qui détiennent selon les estimations disponibles entre un tiers et la moitié de la dette extérieure du pays, représente un enjeu considérable aussi bien pour Cuba que pour le Groupe des créanciers. Un accord consoliderait en effet

la confiance des créanciers et de la communauté financière internationale en la stratégie économique du pays, et permettrait aux pays du Groupe qui le souhaiteraient, de reprendre les financements officiels de moyen terme à destination de l'île, à des fins commerciales ou de développement.

La France, premier créancier de Cuba au sein du Groupe des créanciers, et qui préside aussi bien le Club de Paris que le Groupe, est tout particulièrement impliquée dans le processus de dialogue constructif engagé avec les autorités cubaines. Je me suis déplacé à La Havane au début du mois de mars 2015, afin, notamment, de poursuivre et d'accélérer les discussions sur la réconciliation des données de la dette. Cette

première étape, cruciale, de tout processus de dialogue pouvant *in fine* aboutir à une négociation sur un traitement de la dette en arriérés due au Groupe, consiste à se mettre d'accord sur une « photographie » objective et partagée des montants en jeu. Ce travail considérable permettra de dessiner le cadre d'une discussion sur les termes d'un éventuel traitement des arriérés de Cuba. Ce déplacement qui a permis d'enregistrer des progrès substantiels, témoigne de la volonté forte, des deux côtés, de parvenir à une solution rapide et durable, afin de normaliser au plus vite les relations avec ses créanciers officiels et d'ouvrir une nouvelle page du développement de Cuba. ●



La ZED Mariel : future plateforme des échanges dans les Caraïbes

Par Mme Ana TEREZA IGARZA,
Directrice générale de la Zone spéciale de développement de Mariel

Premier espace économique de ce genre à Cuba, la Zone spéciale de développement de Mariel (ZED Mariel) est le fruit de la Loi n°313 de septembre 2013. Elle est aujourd'hui représentative du processus d'actualisation du modèle économique cubain.

La ZED Mariel couvre un espace de 465,4 km² situé dans la province d'Artemisa, où les investissements nationaux et étrangers sont favorisés en vue de promouvoir des projets de production de biens et de services à haute valeur ajoutée. Des projets fondés sur la connaissance et l'innovation, et requérant l'utilisation de technologies propres et avancées susceptibles de contribuer à atteindre les objectifs de développement économique du pays, à encourager les transferts de technologies, la substitution des importations, l'accroissement et la création de nouveaux postes d'exportation, la création d'emplois de qualité et les synergies avec les entreprises établies dans le reste du territoire national.

Au cœur de la Zone spéciale, le port en eaux profondes de Mariel permettra d'accueillir, une fois achevé l'élargissement du canal de Panama, des cargos de grand tirant d'eau comme le nouveau Panamax. Dans le port, on trouve le Terminal de conteneurs de Mariel (TCM), premier usager de la ZED Mariel, qui possède les infrastructures et la technologie portuaire la plus moderne des Amériques et qui est prédisposé pour devenir un port de transbordement majeur et une plateforme logistique.

Pour faciliter l'achèvement de cet objectif, la Zone s'appuie sur un cadre réglementaire spécifique, basé sur des politiques et des régimes spéciaux qui offrent des conditions préférentielles aux entreprises qui s'y établissent. Elle offre un régime d'imposition spécial, incluant d'importantes incitations fiscales comme l'extension du paiement de l'impôt sur les bénéfices durant les dix premières années d'opération et l'application ultérieure de 12% d'imposition, soit

un taux inférieur à celui en vigueur dans le reste du territoire national.

Dans la ZED Mariel, peuvent investir des personnes physiques ou morales, cubaines ou étrangères, comme les utilisateurs et concessionnaires, selon les différentes

efforts ont été déployés pour le développement et la construction des infrastructures nécessaires à l'implantation des investisseurs. Il a été conçu comme un projet de connectivité multimodale, comprenant une autoroute, des voies



Couvrant une superficie de 465,4 km², la Zone spéciale de développement de Mariel propose d'importants avantages fiscaux pour l'implantation des entreprises étrangères.

modalités d'investissement prévues par la législation cubaine : une entreprise de capital 100% cubain ou 100% étranger, une entreprise mixte ou une association économique internationale. Elles bénéficient toutes de la même manière des incitations du régime spécial de la Zone.

La ZED Mariel occupe, par ailleurs, une position géographique privilégiée dans son environnement régional et national, à seulement 45 km de la capitale cubaine et au carrefour des voies du trafic maritime de marchandises en provenance de l'Amérique du Nord et du Sud, de l'Europe et de l'Asie, sur la route du Canal de Panama.

Depuis la création de la ZED Mariel, d'intenses

de transport intérieures et un nouveau chemin de fer à double voie en service depuis juillet 2014, pour le transbordement du fret et des passagers, ainsi que trois aéroports, l'un d'entre eux étant situé au sein de la Zone et les deux autres dans son voisinage proche.

La ZED Mariel a suscité l'intérêt de nombreux investisseurs de tous les continents, dont des entreprises françaises dans des secteurs prioritaires comme la logistique, l'industrie, les hautes technologies et les énergies renouvelables. Les premiers projets sont d'ailleurs sur le point d'être mis en œuvre, illustrant la confiance manifestée à l'égard de cette porte ouverte sur le monde.



La zone de développement spéciale de Mariel est adossée à un port ultra-moderne ayant pour vocation à devenir un hub de transbordement et logistique au cœur des Caraïbes.



Business France relance l'image et la présence françaises à Cuba

Par M. Axel BAROUX,
Directeur du réseau International de Business France

En avril 2014, Business France, opérateur public de référence pour l'internationalisation de l'économie française, a ouvert un bureau à Cuba. Rattachée au bureau Business France de Mexico qui couvre la zone Amérique centrale et Caraïbes, l'antenne cubaine permet de proposer aux entreprises françaises une approche ciblée et personnalisée, tenant compte de la particularité et de la complexité du marché cubain.

Dans le contexte actuel d'ajustement du modèle économique local, Business France accompagne les entreprises françaises intéressées par ce marché et suscite aussi l'intérêt de celles qui ont incontestablement une place sur ce marché en pleine mutation. Business France les aide à en mesurer le potentiel, mais aussi les difficultés, à en éviter les écueils, à orienter leurs démarches pour mieux aborder ce marché.

L'ouverture de l'antenne a également contribué à

renforcer la visibilité et la présence française sur la Foire internationale de La Havane, événement commercial majeur des Caraïbes (65 pavillons nationaux présents lors de la dernière édition). En 2014, 20 entreprises françaises ont ainsi pu découvrir le marché cubain ou y développer de nouvelles relations commerciales. La mise en avant de leur savoir-faire auprès des décideurs locaux et internationaux est un atout précieux dans la région.

À l'aube des réformes économiques conduites par les autorités cubaines, de nombreuses entreprises françaises ont compris que leur savoir-faire et leur expérience constituaient des arguments de valeur au service de l'émergence d'une économie cubaine avide de diversité et de productivité, que ce soit dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, le tourisme, les infrastructures, le transport ou encore les énergies renouvelables. L'une des vocations du bureau

de Cuba est d'informer les entrepreneurs français, en liaison étroite avec le service économique de l'Ambassade, que le pays est en pleine mutation sur les plans politique et économique, en particulier vers une ouverture progressive aux investissements étrangers, et de leur expliquer dans quelle mesure ils peuvent profiter de cette mutation pour saisir les opportunités industrielles et commerciales qui s'offrent dès à présent à eux.

Si l'année 2014 a été celle d'un nouveau départ des relations franco-cubaines avec les visites successives à Cuba de Laurent Fabius et de Fleur Pellerin, 2015 s'inscrit dans cette continuité et marque même un renforcement de nos liens avec la visite du Président François Hollande le 11 mai, précédée, les 5, 6 et 7 mars, de celle de Matthias Fekl, Secrétaire d'État au Commerce extérieur. Il s'agit là de la meilleure illustration de la volonté de l'État français d'encourager nos entreprises

à inscrire le marché cubain parmi leurs priorités à court et moyen termes.

« Cuba est en pleine mutation. Prendre la mesure de ce changement maintenant est primordial pour les entreprises françaises. Elles peuvent s'appuyer sur les liens forts et anciens qui unissent nos deux pays. Cuba a besoin des savoir-faire français pour accompagner sa mutation et son ouverture. Mais au-delà, c'est le point central des Caraïbes. Y prendre sa place, c'est s'ouvrir les portes de la zone. C'est tout l'enjeu du bureau de Business France à La Havane », expose Muriel Pénicaud, Ambassadrice déléguée aux Investissements internationaux et Directrice générale de Business France.

Business France et ses équipes sont à disposition des entreprises françaises pour les accompagner dans leurs démarches, avec l'ambition de les faire réussir sur un marché qui attire, depuis plusieurs mois notamment, un grand nombre de délégations commerciales venues du monde entier. ●

La Havane à 3h30 de Fort-de-France

© Cubana de Aviación



Alors que la compagnie franco-néerlandaise Air France-KLM assure déjà 14 vols hebdomadaires entre la France et Cuba, les liaisons aériennes entre les deux pays sont complétées depuis le 20 mars 2014, par le rétablissement, après huit années d'interruption, d'un vol opéré par la compagnie cubaine Cubana de Aviación et reliant une fois par semaine la Martinique et La Havane. Trop souvent méconnue, la dimension décentralisée des relations franco-cubaines est appelée à s'intensifier, la Martinique ayant adhéré en avril 2014 à l'Association des États de la Caraïbe (AEC) dont l'objectif est de promouvoir la coopération régionale à travers les transports et le tourisme.

La CCRC, un interlocuteur commercial incontournable

Par M. Orlando Hernández GUILLÉN,

Président de la Chambre de Commerce de la République de Cuba (CCRC)

La Chambre de Commerce de la République de Cuba (CCRC) a été créée par la Loi n° 1 091 du 1^{er} février 1963 en tant qu'organisme de promotion et de services pour soutenir le développement de l'économie cubaine, autonome et autofinancée, au sein de laquelle les entreprises cubaines de production, les sociétés de commercialisation et de services, aujourd'hui

des flux d'investissements plus importants en vue de favoriser la croissance du PIB et le développement économique du pays, la CCRC prendra en charge la promotion des projets d'investissements avec d'autres établissements spécialisés pour promouvoir le portefeuille d'opportunités d'affaires présenté lors de la Foire internationale de La Havane (FIHAV) 2014.

par exemple des groupes Pernod Ricard et Accor.

Je vous invite à consulter, en langue française, les informations relatives à la Loi sur l'investissement étranger et aux opportunités d'affaires qu'elle offre, sur notre site web www.camaracuba.cu.

La Chambre entretient des liens avec différentes institutions homologues, parmi lesquelles figurent le Mouvement des Entreprises

conseil auprès des entreprises participant aux foires et aux expositions à Cuba et à l'étranger. Nous avons ainsi préparé la participation cubaine à l'Expo Milan 2015 et de la future 33^{ème} édition de la FIHAV, événement marqué par une participation remarquable de la France. Enfin, chaque année, un programme de formation sur des sujets variés liés à l'activité des entreprises est mis en oeuvre au profit des associés.

Dans le cadre de ses missions, la CCRC accomplit des démarches publiques à caractère universel : l'administration de registres de commerces (de succursales et d'agents de sociétés étrangères de commerce, d'importateurs et d'exportateurs, et d'agences de voyages nationales et étrangères), la délivrance de certificats et d'attestations et l'administration de sceaux de garantie.

Elle se fait conseiller sur l'interprétation et la mise en oeuvre de la législation concernant le commerce international et les investissements, ainsi que sur l'utilisation des bénéfices des accords de portée partielle et de complémentarité économique.

La CCRC est membre de la Chambre de Commerce international (CCI), du Bureau international des Expositions (BIE), du GS1 International et de l'Association caribéenne de l'Industrie et de Commerce (CAIC).

La Cour cubaine d'arbitrage commercial international est un organe rattaché, qui jouit d'une entière indépendance fonctionnelle pour le développement de son activité. Elle compte sur un très grand prestige et célèbre en 2015 les 50 ans de sa fondation. ●



Événement incontournable des affaires à Cuba, la Foire internationale de La Havane (FIHAV) a accueilli pour sa 32^{ème} édition, du 2 au 8 novembre 2014, quelque 1 200 entreprises venant de 65 pays. La prochaine FIHAV se tiendra du 1^{er} au 7 novembre 2015.

au nombre d'environ 700, se rassemblent de façon volontaire et en qualité d'associés.

La Chambre offre des services aux succursales des compagnies étrangères accréditées dans le pays, dont 21 françaises, ainsi qu'à tous ceux qui sont intéressés par des négociations avec Cuba. En outre, elle est le siège du World Trade Center Habana, du Comité national de la Chambre de Commerce internationale et du Trade Point La Habana.

Grâce à l'approbation de la Loi n° 118 sur l'Investissement étranger, conçue pour attirer

Ce portefeuille d'opportunités comprend 246 propositions de projets, dont 25 dans la Zone spéciale de Développement de Mariel, d'une valeur de plus de 8 milliards de dollars couvrant différents secteurs et répartis dans toutes les provinces du pays. Dans ce cadre, nous envisageons de parvenir à encourager une plus forte présence des entreprises françaises à Cuba, compte tenu de leur savoir-faire en matière de gestion et de leur développement technologique ainsi que des expériences réussies dans le domaine commercial, comme celles

de France (MEDEF) et les Chambres de commerce et d'industrie de Bordeaux, Rouen, Strasbourg et Toulouse. Nous organisons des visites d'entreprises et d'organismes cubains à l'étranger, comme celle effectuée à Paris, en juillet 2014, pour présenter la Loi d'investissement étranger. Des échanges ont également lieu avec les missions d'entreprises étrangères à Cuba, tandis qu'avec la France, 11 comités d'entreprises bilatéraux sont actifs.

Nous sommes, en outre, chargés d'assurer des services d'organisation et de

ABIVAX

www.abivax.com



Breaking new ground in anti-infectives

ABIVAX is bringing novel antiviral compounds and human vaccines to patients worldwide through a combination of in-house biotechnology expertise and Cuban life science research.

New approaches to the treatment of important viral infections such as human immunodeficiency virus (HIV) and hepatitis B virus (HBV) would benefit millions of patients around the world if long-term control and possible cure could be achieved. ABIVAX is a clinical-stage biotechnology company that is rising to this challenge by focusing on the discovery, development and commercialization of human vaccines and antiviral drugs that promise long-lasting therapeutic effects.

Thanks to an innovative R&D strategy and pioneering business relationship with Cuba, ABIVAX already has two first-in-class products in advanced clinical trials: ABX464, a novel antiviral compound targeting HIV that differs from existing therapies in its ability to induce a sustained reduction of viral load; and ABX203, the world's most advanced therapeutic vaccine candidate for the treatment of chronic hepatitis B. The ABIVAX antiviral platform has also generated novel potential therapies against other viral diseases.

Headquartered in Paris, ABIVAX was founded in December 2013 by Philippe Pouletty, ABIVAX chair and a managing partner at Truffle Capital. The company was formed through the merger of three established biotechnology companies, which brought a range of complementary technology platforms and products to the table. This collective expertise was consolidated under ABIVAX to generate a robust late-stage product pipeline.

ABIVAX also benefits from exclusive partnership agreements with the Cuban Center for Genetic Engineering and Biotechnology (Centro de Ingeniería Genética y Biotecnología (CIGB)) and the Finlay Institute. These partnerships give the company broad access to Cuban R&D and product manufacturing. It is the first biopharmaceutical company to establish a major collaboration with Cuba and tap into the country's renowned life science industry.

Antiviral technology platform

ABIVAX's internal drug-discovery program benefits from a proprietary antiviral technology platform, developed in partnership with the National Center for Scientific Research (Centre National de la Recherche Scientifique) in Montpellier, France, and Institut Curie in Paris. The platform is used to screen compounds with potential efficacy against a broad range of viral diseases, and it has already led to the creation of a chemical library of more than 1,000 small molecules targeting viral RNA biogenesis that is essential for virus replication.

ABX464, the lead candidate, is a novel small-molecule inhibitor of the viral RNA biogenesis required for replication of the HIV virus (Fig. 1). This inhibition induces a sustained reduction of



Figure 1: HIV and ABX464. ABIVAX's antiviral compound ABX464 has a novel mode of action that targets viral RNA biogenesis. It induces a sustained reduction in HIV viral load, which could allow for less frequent dosing and contribute to a functional cure for HIV infection.

viral load. In preclinical studies¹, ABX464 induced a sharp reduction in HIV viral load that was sustained for at least 6 weeks after treatment was stopped, whereas a complete rebound of the viral load was seen within 2 weeks after the end of treatment with highly active antiretroviral therapy (HAART). No emergence of resistant HIV mutants has been observed *in vitro*.

A successful phase 1 study has assessed the pharmacokinetic properties and biological safety of a single oral administration of ABX464 in healthy volunteers, with four different doses tested. No clinically significant abnormal results were noted in physical examinations, laboratory test results, vital signs or electrocardiograms. These results have paved the way for a phase 2a study in patients with HIV, with the first patient recruited in January 2015.

"We are confident that ABX464, with its unique properties and mode of action, has the potential to induce long-lasting control of the virus for the benefit of the more than 35 million people worldwide living with HIV," said Hartmut J. Ehrlich, ABIVAX CEO.

The other late-stage compound in ABIVAX's pipeline was developed in collaboration with CIGB in Cuba. ABX203 is a novel therapeutic vaccine against HBV for the treatment of chronic hepatitis B. The two-part vaccine contains a combination of recombinant hepatitis B surface antigen and recombinant hepatitis B core antigen, which are considered critical for the induction of cellular immune responses.

ABX203 has been tested successfully in four clinical trials, including phase 2 studies in patients with chronic hepatitis B disease. Results so far show that, compared with pegylated interferon, ABX203 achieved a longer-lasting

reduction in viral load with a simpler dosing regime and a much-improved side-effect profile². The efficacy of ABX203 in maintaining control of HBV replication after cessation of a combination treatment with nucleoside/nucleotide analogs is now being assessed in a pivotal phase 2b/3 clinical trial launched in December 2014.

In addition to its partnership with CIGB, ABIVAX has signed an agreement with the Finlay Institute, a scientific organization in Cuba dedicated to vaccine research and production. The agreement will allow ABIVAX to launch a portfolio of commercial vaccines against typhoid (vax-TyVi), meningococcal disease (VA-MENGOC-BC) and leptospirosis (vax-SPIRAL) in selected countries in Asia, Africa and Latin America as early as 2015. Under the terms of the agreement, ABIVAX will have rights to commercialize the products, and the Finlay Institute will be responsible for the production of all three vaccines. ABIVAX is building a commercial network to market the vaccines.

"We have long recognized the quality of the cutting-edge life science research that is conducted in Cuba," said Ehrlich. "This has led to important deals that we have with the CIGB and the Finlay Institute, making ABIVAX the premier global partner for the Cuban life sciences industry."

ABIVAX is rapidly building a strong portfolio of antiviral therapies and vaccines against severe and life-threatening infectious diseases through its combination of in-house R&D and proprietary technology platforms, in-licensed late-stage products and commercial distribution agreements.

References

1. Campos, N. et al. The HIV-1 splicing inhibitor, SPL-644, compromises viral replication *in vitro* and induces a long lasting anti-viral effect in humanized mice infected with HIV-1. *7th IAS Conference on HIV Pathogenesis, Treatment and Prevention*, abstr. TUAA0106 (International AIDS Society, 2013).
2. Al-Mahtab, M. et al. *Hepatol. Int.* 8, 621–625 (2014).

CONTACT DETAILS

Karl Birthistle, VP Global Regulatory Affairs
 ABIVAX
 Paris, France
 Tel: + 33 1 5383 0841
 Email: info@abivax.com



Promouvoir la « cubanité »

Entretien avec M. Jérôme COTTIN-BIZONNE,
Directeur général de Havana Club International

La Lettre Diplomatique : Monsieur le Directeur général, Havana Club est commercialisé depuis plus de vingt ans par le groupe Pernod-Ricard. Pourriez-vous nous rappeler l'historique de cette coopération avec l'État cubain ? Comment a-t-elle évolué ?

M. Jérôme Cottin-Bizonne : Havana Club International SA est une joint-venture créée entre Pernod Ricard et l'entreprise Cuba Ron SA, dont l'histoire a commencé en 1993, soit il y a 22 ans. Au départ

Le succès de cette joint-venture n'est plus à démontrer, les ventes étant passées de 400 000 caisses vendues en 1994 à 4 millions en 2014 !

L.L.D. : À l'instar du cigare, le rhum est un produit emblématique de la culture cubaine. Comment votre groupe participe à sa valorisation ?

J.C.-B. : La première tâche de Havana Club International a été de faire connaître le rhum cubain et de positionner la marque et ses différents produits sur

élaboré en association avec le cigare, autre icône de la culture cubaine.

Effectivement, nous sommes très fiers de nos racines et avons décidé de promouvoir cette « cubanité » notamment dans le domaine culturel, avec notre plateforme Havana Cultura.

L.L.D. : Havana Club s'est hissé au 3^{ème} rang des marques internationales de rhum. Quelles sont les spécificités de son savoir-faire ? Comment se déroule le processus de création de nouvelles sortes de rhum ou de nouveaux produits tels que la gamme d'exhausteurs d'arômes récemment lancée sous le nom « The Essence of Cuba » ?

© Pernod Ricard



Créée en 1993 par le groupe français Pernod Ricard et l'entreprise cubaine Cuba Ron, Havana Club International s'est hissée au 3^{ème} rang des marques internationales de rhum, dont la qualité est le fruit du savoir-faire des maîtres rhumiers cubains.

l'enjeu était la distribution à l'exportation, quelques années après nous avons intégré la distribution à Cuba, et nous avons ensuite investi dans la production avec la distillerie de San José de las Lajas, spécialisée dans les rhums âgés. C'est d'ailleurs sans doute la plus grande distillerie de ce type au monde. Quant à la distillerie historique de Santa Cruz, elle est consacrée aux rhums blancs.

tous les marchés export, grâce au réseau de distribution de Pernod Ricard.

Ensuite, le groupe Pernod Ricard croyant fermement à la premiumisation, nous avons développé de nouveaux rhums premium réunis au sein d'une gamme baptisée Iconica Collection. Cette gamme comporte, par exemple, le fameux Havana Club Máximo Extra Añejo, ou encore le dernier né, Havana Club Unión, un nouveau rhum

en grande partie sur le vieillissement naturel, qui consiste en plusieurs étapes d'assemblage et de vieillissement de nos *aguardientes* et rhums en fûts de chêne blanc américains.

Nos nouveaux produits naissent toujours de l'échange fructueux entre nos réflexions sur le marché et les consommateurs, et les recherches de nos maîtres rhumiers qui, en fonction d'un cahier des charges, fondent le meilleur assemblage.

« Essence of Cuba » est un cas particulier car il a été créé en collaboration avec l'entreprise allemande The Bitter Truth. Je préférerais parler de l'exemple de Selección de Maestros, pour lequel nos 6 maîtres rhumiers se réunissent et sélectionnent les meilleurs rhums qui, une fois assemblés, connaîtront une ultime phase de vieillissement. Ce rhum ne pouvait pas mieux porter son nom !

L.L.D. : En décembre 2014, Cuba et les États-Unis ont annoncé leur volonté de rétablir leurs relations diplomatiques. Comment avez-vous accueilli cette initiative ? Dans la perspective d'une levée de l'embargo des États-Unis sur Cuba, quels sont les enjeux de l'ouverture du marché américain pour votre groupe ?

J.C.-B. : Nous nous réjouissons de cette annonce qui ouvre de nouvelles perspectives. Le peuple cubain a également accueilli cette nouvelle avec joie, à l'instar de nos 500 employés, dont la plupart sont cubains.

Quand l'embargo sera levé, nous serons alors autorisés (et ravis) de distribuer notre rhum 100% cubain aux États-Unis. L'image du rhum cubain y très positive et l'impatience des barmen américain à le servir nous laissent imaginer un bel avenir pour la marque.

Le marché américain est le 1^{er} marché mondial de rhum premium, l'enjeu est donc énorme pour Havana Club.

L.L.D. : Après plusieurs années de conflit juridique, le groupe Pernod-Ricard avait renoncé en 2012 à commercialiser la marque Havana Club sur le marché

américain, au profit d'une nouvelle marque, Havanista. **Tenant compte de la position de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) sur ce dossier, dans quelle mesure un nouveau recours vous semble-t-il envisageable ?**

J.C.-B. : Ce conflit juridique est très complexe et comporte de nombreuses étapes. Bien que la décision ne dépende pas de nous, notre objectif est d'être

les premiers à commercialiser un vrai rhum cubain aux États-Unis, et cela se fera soit sous la marque Havana Club, soit sous la marque Havanista.

L.L.D. : **En dehors du Canada et du Chili notamment, les principaux marchés de Havana Club restent concentrés en Europe. Comment envisagez-vous d'élargir le rayonnement de la marque sur des marchés de plus en**

plus ouverts à de nouveaux produits comme la Chine ?

J.C.-B. : Nous exportons dans plus de 120 pays. Nos principaux marchés sont, en effet, l'Europe dans sa totalité, et nous avons d'autres pays à succès en Amérique comme le Mexique, l'Argentine, le Chili et le Canada. Dans les années à venir, la croissance de la marque va se concentrer sur le renforcement de ces

marchés, où nous sommes déjà solidement établis, voire même leaders, et la conquête de nouveaux territoires, comme l'Asie.

Concernant la Chine, le consommateur chinois s'intéresse pour le moment plus au cognac et au whisky qu'au rhum. C'est donc un marché qu'il nous reste à conquérir et sur lequel nous avons des espérances de développement, mais à plus long terme. ●



La biotech euro-cubaine en avance sur la politique étrangère américaine ?

Par le **Dr. Philippe POULETTY**, Fondateur et Président du Conseil d'Abivax, Fondateur et Directeur général de Truffle Capital, Président d'honneur de France Biotech et le **Dr. Hartmut EHRlich**, Directeur général d'Abivax

Repousser les frontières de l'innovation est consubstantiel à la recherche scientifique. Du point de vue de la politique étrangère américaine, envisager la levée de l'embargo économique imposé depuis un demi-siècle par les États-Unis à Cuba relève également, au sens propre comme au figuré, d'une logique de franchissement des frontières – un pas que les Européens, quant à eux, ont déjà franchi.

Alors que les États-Unis entament une réflexion sur l'établissement de futures relations économiques avec l'île des Caraïbes, située à 150 kilomètres à peine au large des côtes de Miami, nous autres Européens, et notamment notre société, avons été à la pointe de cette ouverture dans un domaine de développement économique bien particulier : la science et les biotechnologies. Nous y sommes parvenus via l'établissement de relations humaines fortes et le développement de thérapies innovantes, tout en bénéficiant de la vision de Fidel Castro en matière de modernisation du secteur de la santé dans l'État insulaire.

Si la création de liens étroits entre notre société de biotechnologie basée à Paris, Abivax, et des instituts de biotechnologie et de vaccination cubains, il y

a quatre ans, peut aujourd'hui sembler visionnaire, pour nous, il s'agissait avant tout à l'époque de mettre en œuvre une politique de recherche et développement ambitieuse. Une société de biotechnologie prospère se développe principalement au moyen d'une innovation scientifique de haut niveau, de médicaments de pointe protégés par des brevets, d'apports financiers adaptés et d'une équipe de qualité. Notre objectif était de développer de nouvelles thérapies pour le traitement des maladies virales graves, telles que le VIH et le virus ébola, ainsi que de nouveaux vaccins thérapeutiques ; une orientation qui nous a naturellement conduit à faire de La Havane notre résidence secondaire.

Pourquoi Cuba ? Bien qu'il s'agisse là d'un fait largement méconnu de la communauté biopharmaceutique internationale – fait bien connu, en revanche, de l'OMS et de la Chine – des millions de doses de vaccins pour la prévention de nombreuses maladies infectieuses mortelles ont été développées et produites à Cuba par des milliers de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, nombre d'entre eux formés en Europe, en Russie ou aux États-Unis.

En dépit d'un certain nombre de décisions contestables prises par Fidel Castro au début des années quatre-vingts, quelques-unes d'entre elles étaient, au contraire, bien avisées. Parmi les plus notables, il convient de mentionner l'éducation et la formation de milliers de médecins, biologistes et biochimistes ; la création de plusieurs instituts intégrés pour la recherche, le développement et la production de vaccins, tels que le Centro de Ingeniería y Genética Biotecnología (CIGB) ou l'Institut Finlay ; et l'éradication de l'hépatite B, la méningite, la fièvre typhoïde et la poliomyélite. En d'autres termes, le Président cubain a permis la création d'une véritable « Silicuban Valley » – et ce, malgré l'absence notable de capital-risque dans l'île.

Dès nos premières rencontres avec l'équipe de direction et les chercheurs du CIGB, nous avons été en mesure d'établir un langage commun pour parler de la science, des brevets, des bonnes pratiques de fabrication (BPF), des essais cliniques, des approbations réglementaires... et du bon vin. En revanche, lorsque nous nous sommes entretenus en juin 2011 avec le fils aîné du Líder Maximo, Fidel Castro Díaz-Balart, au sujet de l'opportunité pour Cuba de devenir actionnaire d'une société capitaliste européenne, potentiellement destinée à être

cotée en bourse, il s'est amusé du concept consistant à « créer de la valeur avant même qu'un produit ne soit mis sur le marché ». Il a également ajouté qu'un certain temps serait sans doute nécessaire avant que son pays n'emprunte une voie capitaliste s'agissant des négociations sur la délivrance de licences d'exploitation. Nous avons par conséquent joué la carte de la sécurité en faisant le choix de négocier avant toute chose des contrats de licence, qui ont mis trois ans avant d'être finalisés.

En revanche, nous n'avons pas attendu la conclusion de ces accords avant de mettre en place une étroite collaboration entre nos équipes respectives. Au travers de vols réguliers entre Paris et La Havane et de rencontres fréquentes au CIGB, à l'Institut Finlay ou au siège d'Abivax, à Paris, une collaboration intense et durable a progressivement pris corps, grâce à laquelle des contrats de licence additionnels ont par la suite été conclus. Le premier produit de cette collaboration fructueuse, ABX203 est un nouveau vaccin thérapeutique antiviral pour le traitement de l'hépatite B chronique, une maladie qui touche près de 350 millions de patients dans le monde et se traduit dans de nombreux cas par des cirrhoses ou cancers du foie. ABX203 a été testé avec succès lors de





© Abivax

Premier groupe occidental à investir à Cuba dans le secteur des biotechnologies, la société française Abivax a développé avec ses partenaires cubains, le Centro de Ingeniería y Genética Biotecnología (CIGB) et l'Institut Finlay, une coopération concernant la mise au point de nouveaux vaccins.

» quatre essais cliniques au CIGB, et un essai pivot, mené en Asie et en Australie par Abivax, est actuellement en cours. Les études de phase II ont d'ores et déjà permis de démontrer l'innocuité et l'efficacité du vaccin chez les patients.

Aujourd'hui, Abivax est la première entreprise biopharmaceutique « occidentale » à avoir entrepris une collaboration stratégique avec des instituts de biotechnologie et de vaccination cubains. Pour Abivax, cela signifie non seulement l'accès à une excellente R&D en matière de vaccins et à des capacités de fabrication à grande échelle, mais également l'élargissement de son portefeuille de produits à des besoins médicaux non satisfaits. Pour Cuba, cette collaboration offre un accès aux pays du Nord, la possibilité de conduire plus rapidement des essais cliniques internationaux et un accroissement de son marché potentiel.

En plus de nos liens dans le domaine scientifique et médical, nous avons très probablement gagné la confiance de nos amis cubains Gerardo et Ricardo lors d'un dîner à La Havane en septembre 2011. Nous leur avons annoncé que nous pensions donner à notre société le nom d'*EuroCuba*, dans le cas où l'île deviendrait un actionnaire. L'un de nos conseillers s'y était opposé, prétextant qu'un tel nom aurait sans doute une connotation fortement négative en occident, notamment auprès des banques et des investisseurs potentiels. Nous avons alors répondu que lorsque l'on prétend se marier avec une femme, lui demander de rester à l'intérieur et à l'abri des regards n'est pas la bonne marche à suivre, et que nous étions fiers de faire connaître notre relation. En outre, notre mariage devrait durer et se fructifier du fait même des fondations solides que nous avons bâties ensemble. Comme nous l'ont alors fait remarquer nos partenaires : « *Vous étiez ici avec nous avant qu'Obama et Raúl ne commencent à parler.* ».

Focus

Les entreprises françaises prêtes à soutenir l'ouverture de l'économie cubaine

Assouplissement du cadre économique, resserrement des liens avec l'Union européenne, rapprochement avec les États-Unis ouvrant la voie à la levée de l'embargo... Cuba pourrait entrer très prochainement dans une nouvelle ère. Signe que la France entend bien l'accompagner sur cette voie, le Président François Hollande doit y effectuer le 11 mai 2015 une visite historique, la première d'un chef d'État français à La Havane.



© Office de Tourisme de Cuba

Secteur phare des échanges économiques entre la France et Cuba, le tourisme constitue l'un des fers de lance de la croissance du PIB cubain. En 2014, la barre symbolique des 3 millions de touristes étrangers a été franchie, ouvrant de nouvelles perspectives de développement au groupe Bouygues Construction, partenaire de longue date de l'île pour la construction hôtelière, comme ci-dessus à Varadero.

17 décembre 2014, La Havane et Washington annoncent leur volonté d'initier des négociations en vue de rétablir leurs relations diplomatiques. Des mois de rapprochement diplomatique sont rendus publics, ouvrant officiellement de nouvelles opportunités pour le développement économique de Cuba.

De son côté, l'Union européenne a, elle aussi, le 29 avril 2014, repris la voie du dialogue avec La Havane. Devançant l'ouverture de ces négociations, la France y a dépêché dès le 12 avril son Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, M. Laurent Fabius. Une visite inédite en trois décennies pour un chef de la diplomatie française qui prélude, celle historique du Président François Hollande le 11 mai 2015, la première du genre. De fait, M. Laurent Fabius avait pu affirmer devant la communauté française de la grande île, son intention

de « *renouer les fils de notre histoire commune, distendus ces dernières années.* » Mais aussi, de « *donner une impulsion nouvelle aux échanges économiques et commerciaux.* ».

Des perspectives de changement

Car à Cuba, le vent de l'histoire semble être en train de tourner, ce qui ne manque pas d'aiguïser l'intérêt des investisseurs étrangers. Au plan diplomatique, le rapprochement avec les États-Unis laisse entrevoir la fin d'un embargo économique imposé par Washington depuis un demi-siècle, qui prive le pays de financement extérieur et dont l'extra-territorialité entrave le développement d'activités commerciales normales, comme la banque française BNP-Paribas en a encore récemment fait les frais¹. Surtout, il confirme la fin de l'isolement de Cuba qui a pleinement retrouvé sa place dans le concert des nations latino-américaines, comme

l'ont illustrées l'organisation à La Havane du 2^{ème} sommet de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC) et, plus récemment, la rencontre à Panama, le 10 avril 2015, entre le Président Raúl Castro et son homologue américain Barack Obama, lors du sommet des Amériques, auquel le pays n'avait plus participé depuis sa création en 1994.

Au plan intérieur, le chef de l'État cubain a lancé depuis son arrivée au pouvoir en 2008 une série de réformes visant à « actualiser » son modèle économique. Si les fondamentaux de ce dernier ne sont pas remis en cause, ces mesures révèlent l'introduction d'une certaine souplesse avec notamment l'ouverture graduelle au secteur privé et aux coopératives non agricoles, l'adoption d'un nouveau code fiscal et d'un nouveau code du travail ou encore l'annonce d'une unification monétaire.

Symbole du changement en cours, la création de la Zone spéciale de développement de Mariel (ZDEM) en 2013 et l'adoption d'une loi sur les investissements étrangers en 2014 marquent très concrètement les ambitions nouvelles de Cuba pour son émergence économique.

Une nécessité au regard des difficultés auxquelles se trouve confronté le pays. Outre le coût de l'embargo américain, évalué par le gouvernement cubain à quelque 75 milliards de dollars, l'île a absorbé ces dernières années l'impact dévastateur de trois ouragans de grande ampleur. Dépendante de ses importations alimentaires et de pétrole, elle doit également composer avec une balance commerciale fortement déficitaire. La chute des cours du nickel, son premier poste d'exportation, a nettement ralenti la croissance à hauteur de seulement 1,4% en 2014 (contre 2,7% en 2013).

Séduire les investissements étrangers

Attirer les entreprises étrangères pour relancer une industrie

d'exportation apparaît donc désormais vital pour Cuba. Le Vice-Président cubain Marino Murillo, l'un des principaux responsables des réformes économiques, déclarait ainsi en 2014 selon l'agence de presse cubaine Prensa Latina, que le pays « a besoin de 2000 à 2500 millions de dollars annuels d'investissements étrangers directs » afin d'amorcer le décollage de son économie.²

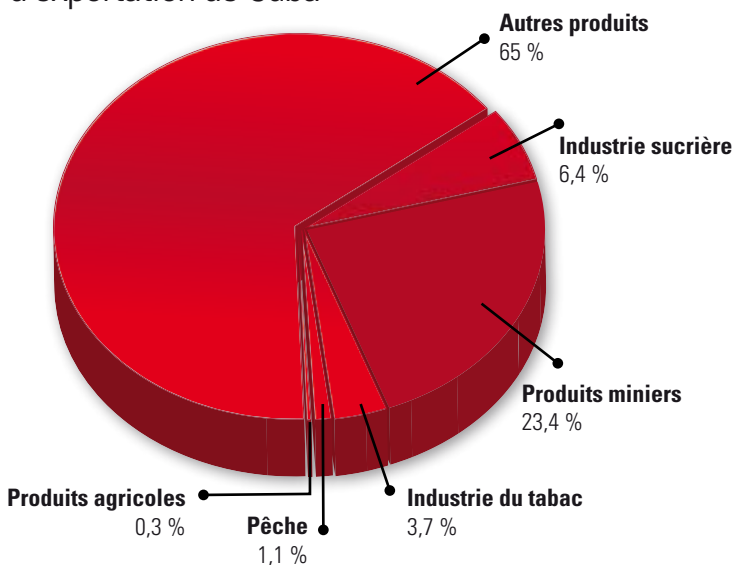
On comprend dès lors que pour s'imposer sur ce marché, il faudra donc être les premiers, notamment face à l'appétit des entreprises américaines. Or, Cuba ne manque pas d'atouts et regorge d'opportunités. En dépit du poids de l'embargo, le pays fait figure de première économie de la région Caraïbe avec un PIB estimé à 72,3 milliards de dollars en 2012. Il possède de vastes ressources minières, dont l'un des plus grands gisements de nickel au monde avec 800 millions de tonnes de réserves prouvées et 26% des réserves mondiales de cobalt. Cuba est aussi le premier producteur de chrome du continent américain devant les États-Unis et le Brésil.

Les matières premières ne sont pas ses seules richesses. Sous l'impulsion de Fidel Castro, Cuba s'est doté d'un puissant pôle de recherche et développement dans le secteur de la santé, très réputé, à l'image de sa filière des biotechnologies qui affiche des performances prometteuses et constitue son deuxième poste d'exportation (10%) représentant plus de 680 millions de dollars de revenus. Preuve de son excellence, la société française Abivax a été la première entreprise occidentale à établir une coopération avec Cuba dans ce domaine et rêve désormais de contribuer à y développer une Silicon Valley de la santé (voir p.81).

La France en lice

Neuvième partenaire commercial du pays, la France a sa carte à jouer. Lors de son déplacement dans l'île du 5 au 8 mars 2015, le Secrétaire d'État français au Commerce

Principaux produits d'exportation de Cuba



Source : Oficina Nacional de Estadísticas

extérieur, M. Matthias Fekl, était accompagné des représentants de 17 entreprises de l'Hexagone, dont notamment CMA-CGM, 3^{ème} groupe mondial de transport maritime, qui a investi dans la ZDEM pour gérer une zone d'entrepôt.

Près d'une soixantaine d'entreprises françaises ont développé à Cuba des activités par le biais de partenariats avec des sociétés cubaines. Pernod Ricard en tête, à travers son association avec Cuba Ron pour commercialiser son fameux rhum cubain, Havana Club, qui a investi 100 millions d'euros en dix ans. Le plan d'investissement du groupe à Cuba s'étendrait d'ailleurs jusqu'en 2025.

Dans le secteur du tourisme, l'un des fleurons de l'économie de l'île, les entreprises françaises sont également bien présentes. Lors de la Feria Internacional de Turismo (FIT) qui s'est déroulée du 6 au 10 mai 2014, Accor, Bouygues-Construction et Air France-KLM figuraient bien parmi les groupes les plus en vue du secteur. Invitée d'honneur de cette 24^{ème} édition, la France y était représentée par Mme Fleur Pellerin, alors Secrétaire d'État au Commerce extérieur et à la Promotion touristique. L'occasion pour le groupe Accor, qui compte

dans le pays trois hôtels de la marque Mercure, d'annoncer l'inauguration d'un hôtel Pullman cinq étoiles de 500 chambres à Cayo Coco en août 2015, ainsi qu'un plan de développement à La Havane, Varadero et dans les Cayos, au nord de l'île pour 2016 et 2017. De son côté, Bouygues-Construction, qui est l'un de principaux partenaires de Cuba pour la construction hôtelière, devrait engranger de nouveaux contrats. À cette occasion, le Ministre cubain du Tourisme, M. Manuel Marrero, a en effet annoncé des projets pour la réalisation de quelque 20 000 nouvelles chambres. Enfin, la compagnie aérienne franco-néerlandaise Air France KLM, qui assure 14 liaisons hebdomadaires vers Cuba, a signé un accord de coopération renforcée avec la compagnie aérienne cubaine Cubana de Aviacion afin d'être présent dans l'est de l'île, et de concrétiser à terme un accord de *code share*³ avec celle-ci.

Pour la France, qui souhaite intensifier ses échanges économiques avec l'Amérique latine, Cuba est un marché stratégique. Comme l'a déclaré le Secrétaire d'Etat Matthias Fekl lors de son déplacement à La Havane, « la France a un rôle fondamental à jouer aux côtés des Cubains. » **CH**

1- Cuba dénonce l'amende record infligée par les USA à BNP Paribas, Reuters, 3/07/2014.

2- Cuba promeut l'investissement étranger, Prensa Latina, 29/03/2014.

3- Le vol en partage de codes ou code share désigne un vol opéré par un transporteur aérien qui a conclu un contrat avec un autre transporteur.



© Office de Tourisme de Cuba

Située au sud-ouest de Cuba, Cienfuegos, fondée par Louis de Clouet en 1819, fait partie intégrante du patrimoine historique des relations franco-cubaines.

Suite » dépit des effets de la crise économique internationale et de l'embargo américain, toujours en place malgré le rapprochement annoncé avec les États-Unis.

La loi 118/2014, dite loi sur l'investissement étranger, explique les modalités que peuvent prendre des affaires avec l'investissement étranger : joint-venture, accord d'association économique internationale et entreprise à capitaux jusqu'à 100% étrangers, accord pour la production conjointe de biens ou la prestation de services, accord de gestion pour la production de biens et/ou de services et entente de gestion dans l'hôtellerie.

L'État cubain garantit à l'investisseur étranger le libre transfert à l'étranger, de la monnaie convertible, sans paiement de l'impôt ou de toute autre charge dans le cadre de ce transfert : les bénéfices nets ou les dividendes obtenus par l'exploitation de l'investissement et les montants à recevoir, en cas de liquidation, la vente ou le transfert de tout ou partie de leur participation.

La loi garantit « protection et sécurité de l'investissement, qui ne peut être exproprié que pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social » et son indemnisation dans ce cas.

Il existe, par ailleurs, certaines incitations visant à attirer les investisseurs. D'abord, un régime fiscal spécial : les impôts sur les bénéfices sont exonérés pendant les huit premières années et, exceptionnellement, pour une période plus longue. Par la suite, le taux d'imposition s'établit à 15% et à 0% pour les bénéfices réinvestis. La taxe peut, en revanche, être de 50% dans les entreprises exploitant des ressources naturelles.

Nous jouissons encore de quelques atouts qu'il est parfois difficile de trouver

ailleurs : une main d'œuvre hautement qualifiée, la stabilité politique, sociale et juridique, un environnement sûr pour le personnel étranger, l'appui du gouvernement pour le développement et la promotion de la recherche et de l'innovation technologique, ainsi que de ses applications, entre autres.

Les projets d'investissements sont remarquables en raison de leur nature décentralisée, car ils contiennent des propositions faites par les entreprises nationales intéressées à accéder à des capitaux étrangers et orientées vers les secteurs d'exportation et de substitution des importations. Ils cherchent aussi à favoriser la modernisation, le développement des infrastructures et l'évolution technologique, qui sont les principales motivations du pays.

Les offres de négociation contiennent des études de préféabilité technique et économique qui seront mises à jour chaque année. Elles auront une plus grande profondeur d'analyse, avec des approches qui encouragent les liens avec les aspects productifs de l'économie.

Le nouveau portefeuille d'investissements étrangers contient 25 propositions pour la Zone spéciale de développement de Mariel (5 dans l'industrie alimentaire, 13 dans l'industrie biotechnologique et pharmaceutique, 6 dans le secteur industriel et 1 dans les énergies renouvelables), et 221 autres dans 11 secteurs de l'économie à travers le pays, pour un total de 246 possibilités de négociation.

D'importantes opportunités sont ainsi ouvertes à travers le pays : 32 projets dans le secteur agro-alimentaire ; 6 dans celui de la construction ; 56 dans le tourisme ; 13 dans les énergies renouvelables ; 4 dans le secteur du sucre ;

10 dans celui des mines ; 86 dans celui du pétrole ; 3 dans les transports ; et 1 dans le commerce de gros.

Pour la main d'œuvre, Cuba dispose d'agences pour l'emploi qui offrent du personnel bénéficiant de préparation, de formation, de capacités et de compétences pour chaque profession ou métier demandé par les compagnies étrangères installées à Cuba et qui, en même temps, garantit l'emploi aux travailleurs cubains qui sont assurés socialement par notre État. Si un jour une compagnie étrangère considère que ses profits ne correspondent plus à ses attentes et décide de quitter Cuba, ses employés ne resteront pas désemparés car l'État cubain a la responsabilité de leur chercher un autre emploi.

Une chose est certaine : la terre à Cuba n'est pas à vendre. On peut signer un accord pour l'utiliser en usufruit, qui peut être renouvelé, mais le terrain continuera d'être la possession du peuple cubain en tant que bien social.

S'agissant de l'unification monétaire, il s'agit d'un « sujet d'une extrême complexité », qui suivra son cours en 2015. Nous avons décidé de mettre fin à l'usage de la double monnaie qui fut pendant plusieurs années une nécessité mais qui, à l'heure actuelle, représente un obstacle au développement de notre économie et génère des maux de tête à nos économistes. Nous aurons donc comme unique monnaie en circulation, la monnaie cubaine traditionnelle. Cette mesure mettra un terme à un système dans lequel cohabitent le peso cubain (CUP) à usage intérieur, et le peso convertible (CUC), qui vaut 24 CUP et qui est équivalent en valeur au dollar américain. À partir de ce moment là, comme partout dans le monde, n'importe quel touriste ou étranger arrivant à Cuba, devra changer sa devise en pesos (CUP) pour faire des achats et payer tous les services.

L.L.D. : Couronnant la normalisation de ses relations avec ses voisins latino-américains, Cuba a accueilli, en janvier 2014, le 2^{ème} sommet de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC). Comment analysez-vous les retombées de la présidence cubaine de cette organisation en faveur de l'approfondissement de son intégration régionale ? Quelles sont les spécificités de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ?

S.E.M.H.I. : La CELAC est une organisation régionale qui regroupe, pour la première fois, les 33 pays de la région, sans les États-Unis et le Canada, ni aucun pays européen. Elle se fonde sur plus de deux siècles de luttes pour l'indépendance,

Suite
p. 90
»



L'Alliance Française à Cuba, un lien de cultures et d'avenir

Par M. Marc de LEHELLE d'AFFROUX,
Délégué Général à Cuba de la Fondation Alliance Française

L'Alliance Française est officiellement présente à Cuba depuis 63 ans, mais il faut rappeler qu'elle constitue une exception notable étant l'unique ins-

culture des lumières et de la Révolution française, comme lui-même y avait eu accès à l'Alliance Française de Rosario en Argentine.

Du début des années 1960

Santiago de Cuba. À la Havane, 2 500 enfants et adolescents viennent étudier le français le samedi et le dimanche grâce au projet « *Chantons et jouons en français* », plus de 2 000 encore attendent de pouvoir y rentrer.

Mais l'Alliance Française à Cuba c'est aussi ce lien culturel si particulier qui permet de faire se rencontrer les artistes francophones et les artistes cubains à travers des débats d'idées, des tables rondes littéraires, des expositions de peintures et de photographies, mais également par le fameux « Festival de Cine Francés », rendez-vous incontournable des très nombreux cinéphiles cubains.

Souvent, les Français de passage nous demandent : mais qu'est-ce qui pousse autant de Cubains à venir à l'Alliance ? Les réponses sont multiples. Il y a bien sûr ce lien culturel historique, cet intérêt devrais-je dire, pour nos grands auteurs, le Siècle des Lumières, la Révolution Française, Napoléon Bonaparte, mais venir à l'Alliance c'est aussi se doter d'un outil utile et indispensable : le français. Nous n'en sommes plus à savoir si l'anglais est plus ou moins nécessaire que le français, l'anglais est entré depuis des années déjà dans l'indispensable d'un cursus scolaire normal. Le français est donc cette deuxième ou troisième langue qui fait la différence et qui ouvre les portes de la Francophonie, par exemple vers le Canada, mais aussi vers la France encore et toujours rêvée. Enfin, le

français fait partie de cette appétence jamais rassasiée des Cubains pour la découverte de ce qui est à l'extérieur de « l'île », découvrir, connaître et savoir. Lorsqu'on les interroge sur notre enseignement, les étudiants nous disent que ce qu'ils aiment à l'Alliance c'est cette façon unique d'avoir accès à la langue et la culture dans un même cours.

Dans deux mois, le Président de la République inaugurera le nouveau siège de l'Alliance Française à La Havane. Construit au début du XX^{ème} siècle, ce palais qui fut une résidence présidentielle, est une illustration magnifique de la reconnaissance que notre langue et notre culture peuvent susciter chez nos amis cubains. Grâce notamment à Eusebio Leal Spengler, Historiador de la ville de La Havane et à Eduardo Torres Cuevas, Président du Comité administratif de l'Alliance Française de Cuba, Directeur de la Bibliothèque nationale José Martí, Cuba met à disposition de l'Alliance Française un écrin splendide. Il s'agit d'un monument historique classé, pour que nous puissions répondre mieux encore à la demande des étudiants cubains. Il nous appartient désormais de relever le défi en faisant vivre ce lieu prestigieux, par un accès sans cesse actualisé à notre langue, par une ouverture encore accrue aux rencontres culturelles entre nos deux pays, c'est-à-dire par le renforcement de ce dialogue privilégié entre la France et Cuba tourné vers l'avenir. ●



© Alliance Française

Avec près de 10 500 étudiants à La Havane, l'Alliance Française de Cuba est le premier organisme culturel étranger du pays et un pont entre la France et ce pays.

titution culturelle étrangère présente à Cuba. L'histoire rapporte que cette situation singulière est due à l'intervention du « Che » demandant de garder l'Alliance Française ouverte à tous les Cubains pour qu'ils aient accès à la

jusqu'à aujourd'hui, l'Alliance Française n'a cessé de croître dans l'esprit et dans le cœur des Cubains puisqu'elle attire cette année 2015 plus de 10 500 étudiants dans les deux sièges de La Havane et 1 500 dans notre siège de



© Office de Tourisme de Cuba

Centre d'exportation de minerais et port de pêche majeur, Santiago de Cuba abrite la deuxième Alliance Française dans le pays.

© Cirad



Agriculture et environnement : secteurs prometteurs de la coopération franco-cubaine

Dans un contexte politique et économique appelé à fortement évoluer du fait de la reprise des relations diplomatiques avec les États-Unis, M. Michel Eddi, Président-Directeur général du Centre de coopération internationale en Recherche agronomique (Cirad) et Mme Maricela Diaz Rodriguez, Directrice de la science et de l'innovation au Ministère cubain de l'Agriculture, ont signé un accord-cadre le 6 mars 2015, en présence de M. Matthias Fekl, Secrétaire d'État français chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'Étranger. Rendu possible par les liens de partenariat forts et de confiance tissés depuis

plus de 20 ans entre le Cirad et Cuba, cet accord renforce les bases institutionnelles de la coopération avec les instituts cubains, en matière de recherche et de formation en agriculture et environnement.

Une association au cœur de la coopération

Par M. Roger GREVOUL et M. Victor FERNANDEZ,
Président-Fondateur et Président de l'association Cuba Coopération France

En 20 ans d'existence, Cuba Coopération France a acquis ses lettres de noblesse grâce aux résultats concrets de son action. Reconnue tant par les autorités cubaines que françaises, elle intervient également au côté du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). Au fil du temps elle a tissé un réseau dans nombre de régions de notre pays.

En matière culturelle, pour ne retenir qu'un seul exemple, après avoir contribué à la création de la Maison Victor Hugo, véritable vitrine de la France en plein cœur du centre historique de la capitale cubaine, elle contribue à son rayonnement. En cette année qui marque son 10^{ème} anniversaire, la troisième édition du Prix d'études et de recherches vient d'être lancée.

Depuis sa création, l'association intervient de façon remarquable dans le domaine de l'eau potable et du traitement des eaux usées, notamment à La Havane. D'énormes chantiers sont réalisés avec le soutien technique et financier en particulier du SIAAP (Syndicat interdépartemental

d'assainissement de la région parisienne). En avril 2015, une station d'épuration d'eaux usées domestiques a été inaugurée dans la banlieue de La Havane. Il s'agit d'un chantier de 150 000 euros financé à parts égales par le SIAAP et Veolia Environnement, avec la participation d'une entreprise nantaise spécialisée. La compétence, l'expérience des cadres de l'association permet la réalisation de telles performances.

Ces dernières années, l'association a organisé l'intervention et la mutualisation d'une vingtaine d'institutions (collectivités locales, fondations, associations, mécènes...) pour l'immense programme de développement de la province de Cienfuegos. Une trentaine de projets sont réalisés ou en cours de réalisation. Il s'agit d'aider à la création de foyers de jours pour personnes âgées, d'équipements sportifs, scolaires, d'installations de panneaux photovoltaïques, et bien d'autres projets indispensables pour la population. Grâce à l'aide d'une société d'économie mixte francilienne, une école des métiers a été réalisée permettant aux

adolescents de participer aux travaux de rénovation du patrimoine de la capitale provinciale, particulièrement riche en ce domaine. Au total, plus de 500 000 euros ont été mobilisés et 300 000 habitants de la province en sont bénéficiaires.

Dans la capitale, nous soutenons le programme socio-culturel et écologique du Grand parc métropolitain de La Havane, vaste espace semi-urbain de 700 hectares, traversé par le Rio Almendares, que nous aidons à dépolluer. Plusieurs autres projets sont, en outre, en cours de réalisation.

Le développement de l'agriculture, urbaine et biologique, représente une réelle préoccupation actuelle dans l'île. Nous y sommes particulièrement attentifs et contribuons à la recherche de solutions pérennes.

Notre action se poursuit et s'étend sur le territoire de La Grande île

Notre association, pluraliste, dans sa composition et dans sa direction, intervient depuis sa création contre le blocus imposé à ce petit pays par les

États-Unis. Autant dire notre satisfaction de voir celui-ci de plus en plus mis en cause et de voir notre pays, la visite du Président Hollande étant un signe fort, aller dans ce sens. C'est ce qu'a déclaré le Secrétaire d'État français au Commerce extérieur Matthias Fekl : « *La France souhaite être au côté de Cuba pour que Cuba trace son chemin de développement, d'ouverture et de modernité économique* ».

Notre association, prendra toute sa part, en poursuivant son travail de coopération aux côtés de nos amis cubains et en mettant à la disposition des entreprises françaises son savoir-faire et sa connaissance du terrain pour les accompagner dans les interventions qu'elles ne manqueront pas d'entreprendre, sans tarder. Comme vient de le montrer la nouvelle loi cubaine sur les investissements étrangers, les domaines d'intervention ne manquent pas.

Être utiles à notre pays et aux relations avec ce petit pays, accueillant, éduqué, épris de son indépendance et de la paix, telle est notre vocation.

Continuer la campagne pour la levée du blocus sur Cuba

Par M. Fabrice LECLERC,
Président de l'Association France-Cuba

L'association France-Cuba est la première organisation française non-gouvernementale de solidarité avec le peuple cubain fondée quelques années après la Révolution cubaine de 1959. Elle voit le jour en 1961 avec un statut d'association loi 1901, dans un contexte géopolitique mondial où la jeune Révolution cubaine doit déjà faire face à son puissant voisin étasunien.

Fondée au moment où Cuba déclare le caractère socialiste de sa révolution, l'association France-Cuba va pourtant rallier des citoyens engagés de tous bords politiques qui partagent les idéaux d'indépendance et de souveraineté.

La mission première de l'association est la solidarité avec le peuple cubain ; l'association reconnaît, en

particulier, le droit et la liberté du peuple cubain à choisir sa voie de développement politique et socio-économique. Le blocus économique imposé à Cuba par les États-Unis depuis plus de 50 ans et régulièrement condamné par les Nations unies est une violation patente des droits du peuple cubain. La volonté de lui nuire par l'application de lois extraterritoriales entravant le développement d'échanges économiques est également une violation du droit international.

Consciente des forces du modèle cubain qui en font une des nations les plus avancées du continent sud-américain et des Caraïbes en terme de développement humain (indice de développement humain – IDH – moyen : 0,740, Cuba : 0,815, 2013) malgré de très faibles ressources naturelles, mais aussi des

difficultés auxquelles il doit faire face en raison du blocus, l'association continue à militer pour sa levée.

Le rapprochement diplomatique récent entre les États-Unis et Cuba auquel ce dernier a toujours été favorable, est un signe positif mais qui n'entame pas la vigilance de l'association qui continue sa campagne pour la levée du blocus (voir article du Journal de *Notre Amérique* n° 1). La restitution à Cuba du territoire de Guantánamo occupé par les États-Unis à la fin de la guerre d'indépendance contre l'Espagne est également une autre priorité de l'association qui souhaite voir disparaître par ailleurs la prison de Guantánamo, un « *no-man's land* » vis-à-vis du droit international pour les prisonniers qui y sont détenus.

Les idéaux d'indépendance et de souveraineté à Cuba ont été largement emprun-

tés à ceux de la révolution française et s'affichent sur le drapeau tricolore cubain. Il y aurait beaucoup à dire sur les destins croisés de personnalités chères aux Français et aux Cubains qu'ils soient écrivains (Victor Hugo, Alejo Carpentier, etc), artistes ou scientifiques. Les deux pays ont connu des échanges fructueux dans le passé contemporain, notamment par le passage en France de nombreux scientifiques cubains après la Révolution (voir article de la revue *Cuba Si* : « La science à Cuba et les échanges scientifiques avec la France »). Le développement de nouveaux partenariats scientifiques et technologiques, notamment dans le secteur des biotechnologies, un des fleurons de la science cubaine, offre des perspectives de coopération avec de nombreux débouchés en santé humaine. ●



Contribuer à la réussite d'un modèle de développement durable

Par M. Fernando BRUGMAN,
Directeur du Bureau régional pour la Culture de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes à La Havane

La Havane se félicite d'avoir été la première ville du monde à avoir accueilli, il y a maintenant 65 ans, un bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) hors de son siège à Paris. Cette initiative a fait germer une relation de coopération solide et durable entre cette organisation multilatérale et la principale île des Caraïbes, laquelle a participé à l'accomplissement d'objectifs

communs dans ses domaines de compétences.

Pour la seule année 2014, par exemple, le Bureau de l'UNESCO à La Havane a contribué à rendre la splendeur d'un édifice emblématique du style baroque cubain, grâce au projet « *Sauvegarde du patrimoine et Développement culturel à La Havane : Palais du Segundo Cabo* ». Fort de son mandat régional, le Bureau a également coordonné, dans le secteur de

la culture, la Réunion sous-régionale sur l'approbation du Plan d'action des Caraïbes pour le Patrimoine mondial 2014-2019, dans le cadre de laquelle une feuille de route a été adoptée pour la gestion durable de ce legs.

En matière de formation des compétences pour la mise en place des conventions du secteur de la culture dans le pays, je peux citer, entre autres, comme principaux accomplissements en 2014, la publication de

deux numéros de la Revue *Cultura y Desarrollo* (« *Culture et du Développement* ») et le lancement du projet de *Protection et gestion du patrimoine culturel subaquatique et côtier pour la création d'emplois dans la province de Santiago de Cuba*.

Au cours de cette période, nos activités dans le secteur de l'éducation ont contribué à l'intégration au sein du programme de l'École cubaine d'une approche holistique de l'enseignement en matière »

Suite » et elle repose sur une solide convergence. Ce modèle singulier cherche à rompre avec les schémas traditionnels de domination des grandes institutions financières internationales en créant ses propres instruments. C'est le cas de la Banque de l'ALBA, qui lui permet de développer ses propres projets, et du SUCRE (Système unitaire de compensation régionale), pour un commerce plus équitable avec une plus grande indépendance monétaire.

Ce nouveau type d'intégration a permis d'élargir la coopération en matière de santé et d'éducation, comme le montrent ces milliers de coopérants médicaux qui viennent en aide aux populations les plus vulnérables. L'éradication de l'analphabétisme dans la plupart de ses pays membres est un autre succès de l'ALBA.

La CELAC représente, pour nos peuples et nos gouvernements, la vision commune d'une Grande patrie latino-américaine et caribéenne. Cette organisation se propose de créer un espace politique commun dont le principe fondamental est le respect entre les nations et la paix dans la région. Elle défend l'utilisation

« **Les projections de 2015 tablent sur une croissance d'un peu plus de 4%, avec une politique pour relancer l'industrie locale, notamment grâce aux investissements étrangers** »

souveraine des ressources pour le bien-être de tous, le progrès de nos peuples et la défense des principes d'autodétermination et d'égalité souveraineté des États.

La Déclaration de La Havane et le Plan d'action 2014 réaffirment la volonté politique de consolider l'intégration latino-américaine et caribéenne, de la concertation à l'action collective. La signature, par tous les chefs d'État et de gouvernement, de la Proclamation de l'Amérique latine

et de la Caraïbe comme zone de paix représente une étape historique majeure tant au niveau régional que mondial.

L'ALBA est un nouveau modèle d'intégration qui repose sur des mécanismes de complémentarité économique et sur le développement de projets sociaux au profit de « Notre Amérique », qui s'est engagée dans une nouvelle ère – depuis la création de la CELAC – et à progresser vers l'accomplissement de ses objectifs : indépendance, souveraineté des ressources naturelles, intégration, mise en place d'un nouvel ordre mondial, justice sociale et démocratie du peuple, par le peuple et pour le peuple. Dans

ce cadre, l'attachement à la justice et au droit des peuples est, en outre, devenu supérieur à celui de n'importe quelle autre période historique.

Ensemble, nous représentons la troisième économie mondiale, nous possédons les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole, la plus grande biodiversité de la planète, et nous concentrons une bonne part des ressources minières mondiales.

Développer l'unité dans la diversité, agir à l'unisson, respecter nos différences resteront notre objectif premier et une nécessité incontournable. Les politiques économiques et sociales, et la croissance soutenue de notre région, nous ont permis, au cours de cette dernière décennie, de faire face à la crise économique mondiale et de réduire la pauvreté, le chômage et la distribution inéquitable de la richesse.

Nous devons combler les écarts structurels, garantir une éducation gratuite et de grande qualité, une couverture de santé universelle et complète, la sécurité sociale pour tous, des chances égales, et la jouissance de tous les droits humains pour toutes les personnes.

Parmi les 83 points de la Déclaration finale de La Havane, on trouve la constitution de l'Amérique latine comme zone de paix – les conflits régionaux se régleront uniquement via le dialogue, en écartant tout recours à la force –, la reconnaissance de l'action des peuples indigènes en faveur de la diversité biologique et la nécessité d'éviter la commercialisation de leurs savoirs par



© Office de Tourisme de Cuba

Le château de San Pedro de la Roca, forteresse de pierres construite sur un promontoire rocheux (El Morro) à l'extrémité sud-est de l'île de Cuba, garde l'entrée de la baie et du port de Santiago de Cuba depuis 1638.

de développement durable. Le projet Éducation au Changement climatique pour le développement durable a permis de former 261 enseignants dans les cinq

provinces qui sont les plus affectées à Cuba par les catastrophes naturelles ; ce, dans le but de consolider la capacité de résilience des écoles et des communautés

face aux effets, aux menaces et fragilités qu'entraîne le changement climatique.

Dans le secteur des sciences naturelles, nos priorités ont porté sur le renforcement des capacités institutionnelles du Comité cubain du Programme hydrologique international (PHI) et sur le soutien aux enquêtes du Programme de Régimes d'écoulement déterminés à partir de séries de données internationales expérimentales et de réseaux (FRIEND).

Dans le même temps, nous nous sommes concentrés, dans le secteur de la communication et de l'information, à la mise en place d'incitations pour favoriser un accès ouvert à l'information et à la connaissance. Le Bureau a contribué à la formation de 35 journalistes pour une meilleure couverture des

thèmes liés à la gestion du patrimoine, et à la formation des compétences des municipalités rurales et semi-rurales comme Medialuna et Cumanayagua pour la production d'une communication audiovisuelle répondant aux besoins de développement des deux territoires.

Alors que l'UNESCO célèbre le 70^{ème} anniversaire de sa fondation, 2015 est marquée par de nouveaux efforts communs. Le rapprochement constant avec la Commission nationale cubaine de l'UNESCO et d'autres partenaires, ainsi que l'accompagnement des acteurs et des institutions en vue de réussir un modèle de développement toujours plus durable et respectant l'égalité de genre, continueront d'être au centre de nos priorités. ●

» les transnationales, un train de mesures contre la pauvreté, l'analphabétisme et les inégalités, en faveur de la sécurité alimentaire, du développement agricole, de la coopération technique et scientifique, de l'intégration économique et financière.

Les présidents s'engagent en outre à soutenir le processus de paix en Colombie, les droits de l'Argentine sur les îles Malouines, le caractère latino-américain et caraïbéen de Puerto Rico (actuellement annexé par les États-Unis), la reconstruction d'Haïti. Enfin, ils rejettent le blocus maintenu contre Cuba par Washington.

L.L.D. : Premier pays à avoir répondu à l'appel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour endiguer le virus ébola, Cuba a déployé 256 de ses médecins en Afrique occidentale. Comment votre pays a-t-il appréhendé l'ampleur du défi sanitaire que représente cette épidémie ? Tenant compte du fort engagement de son expertise médicale à l'étranger, peut-on, selon vous, parler d'une diplomatie cubaine « de la santé » ? À l'aune de votre expérience en matière de questions africaines, comment souhaiteriez-vous voir évoluer les synergies entre votre pays et l'Afrique ?

S.E.M.H.I. : L'Afrique, où se trouvent aussi nos racines, n'a pas besoin de conseils ni d'ingérence, mais du transfert de ressources financières, de technologies et d'un traitement juste. Nous défendrons toujours les intérêts légitimes des nations avec lesquelles nous avons lutté main dans la main contre le colonialisme et l'apartheid, et avec lesquelles nous avons des relations de coopération fraternelles. Nous nous rappellerons toujours leur solidarité et leur appui invariables.

Le gouvernement sud-africain, le plus riche du continent africain, financièrement parlant, était doté d'armes atomiques dont les dispositifs lui avaient été livrés par l'État d'Israël, sur accord

© Office de Tourisme de Cuba



Caractérisée par sa terre rouge et ses mogotes qui émergent de la plaine, la Vallée de Viñales, dans la province de Pinar Del Rio, est inscrite sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

du Président Ronald Reagan, afin de pouvoir frapper les forces cubaines et angolaises qui défendaient la République populaire d'Angola, alors occupée par le régime de l'apartheid. Aucune négociation de paix, aucun règlement pacifique n'était possible dès lors que l'Angola était attaqué par l'armée la mieux entraînée et la mieux équipée du continent africain. Ce sont ces efforts systématiques pour saigner à blanc l'Angola qui poussèrent Cuba à assener un coup destructeur aux racistes à Cuito Cuanavale, une ancienne base de l'OTAN que l'Afrique du Sud s'efforçait d'occuper à tout prix.

Ce gouvernement arrogant fut contraint de négocier un accord de paix qui mit un terme à l'occupation militaire de l'Angola, permit l'indépendance de la Namibie et accéléra la fin de l'apartheid en Afrique. Le continent africain se retrouva délivré des armes nucléaires dont Cuba avait été menacé

pour la seconde fois dans son histoire. Les troupes internationalistes cubaines se retirèrent d'Afrique avec honneur.

Alors que plusieurs pays ont envoyé le type d'aide matérielle qu'ils considèrent comme possible selon ses capacités et intérêts, Cuba a collaboré avec 265 médecins et infirmiers en Guinée Conakry, au Sierra Leone et au Liberia comme manifestation de la poursuite de la coopération médicale qu'il mène en Afrique. Depuis le début de la Révolution en 1959, 76 000 médecins et infirmiers cubains des deux sexes ont apporté leur participation et travaillé dans 39 pays africains. Aujourd'hui, plus de 4 000 d'entre eux effectuent encore des missions dans 32 pays du continent, tandis que sur la même période 3 392 Africains, originaires de 45 pays africains ont reçu une formation de médecins à Cuba. L'Afrique mérite tout notre respect et notre soutien, elle pourra toujours compter sur la main amicale tendue par Cuba. ●

Biographie

S.E.M. Héctor IGARZA CABRERA

Né le 28 août 1954, S.E.M Héctor Igarza Cabrera est licencié en Journalisme à l'Université de La Havane. Il entre au Ministère des Affaires étrangères pour être Expert à la Direction de l'Afrique subsaharienne, de 1973 à 1976. Il est affecté à l'Ambassade de Cuba au Gabon, en qualité de Deuxième Secrétaire, de 1977 à 1978. Il est de nouveau

Expert à la Direction de l'Afrique subsaharienne, de 1979 à 1980. Il exerce les responsabilités de Premier Secrétaire à l'Ambassade de Cuba au Mozambique, de 1980 à 1985, et à l'Ambassade de Cuba au Zimbabwe, de 1986 à 1987. Il est de nouveau Expert à la Direction de l'Afrique subsaharienne, de 1988 à 1989. Il est nommé Correspondant principal de l'Agence Prensa

Latina à New York, de 1989 à 1992. De retour au Ministère, il est Expert à la Direction des États-Unis, de 1993 à 1994, et à la Direction de l'Afrique subsaharienne, de 1995 à 1996. Il est Rédacteur en chef de l'Agence Prensa Latina pour l'Amérique du Nord, de 1997 à 2001. De retour dans la diplomatie, il assume les fonctions de Chargé d'affaires de Cuba au Liberia, de 2002 à

2003. Il est nommé Ambassadeur de Cuba en République démocratique du Congo, de 2003 à 2007. De retour à la Direction de l'Afrique subsaharienne, il est Expert principal, de 2008 à 2011, Ambassadeur, Sous-Directeur, en 2011, et Directeur, en 2012. S.E.M Héctor Igarza Cabrera a présenté ses lettres de créance au Président François Hollande le 15 novembre 2013. ●

Cuba

Widening Havana-Paris Ties

Interview with H.E. Hector IGARZA CABRERA, Ambassador of Cuba to France

Just few months after the December 17th 2014 announcement that Cuba and the United States were poised to renew diplomatic ties, French President François Hollande's official visit to Havana, on 11 May 2015, marked a turning point in Franco-Cuban relations. The two countries have already forged close cultural ties, with new opportunities opening up for heightened cooperation in the economic arena as well. The Ambassador of Cuba to France, H.E. Hector Igarza Cabrera, explains the motives and stakes of this policy shift, as Cuban President Raúl Castro pushes ahead with reforms.

The Diplomatic Letter: Mr Ambassador, on 11 May 2015, President François Hollande is to make the first official visit by a French head of state to Cuba. What is your view of Franco-Cuban relations? What prospects do you see for the deepening of the political dialogue between the two countries?

H.E. Héctor Igarza Cabrera: The countries of Cuba and France are united by strong ties whose roots lie in History. Before the establishment of relations between our two countries in 1902, already 113 years ago, there were cultural and historical ties. In the early 19th century, the Haitian Revolution and the slave revolt in the rich French colony of Saint-Domingue forced thousands of French colonists to abandon their property and flee to Cuba. They arrived in the eastern part of the island, settling first in Baracoa, then moving to Santiago de Cuba. Between 1800 and 1804, approximately 30,000 French were to settle in Cuba, which was a Spanish colony at the time. In Santiago de Cuba, the French founded the Tivoli district, whose architectural, cultural and linguistic impact was of major importance in the modernisation of the city.



After his historical visit to Havana, Mr Laurent Fabius, French Minister of Foreign Affairs and International Development, met in Paris with his Cuban counterpart, Mr Bruno Rodriguez Parilla on 14 March 2014. This talks prefigured the official visit to Havana, on 11 May 2015, of President François Hollande, the first visit of a French head of State to Cuba.

The beautiful Cuban city of Cienfuegos, founded in 1819 by the Frenchman Louis de Clouet and fifty immigrant settlers from Bordeaux and Louisiana, is a striking example of the French presence in Cuba, so much so that UNESCO, which has listed it as a World Heritage site, has described it as "the first and an outstanding example of an architectural ensemble representing the new ideas of modernity, hygiene and order in urban planning as developed in Latin America from the 19th century." Along with several other programmes, this project is now the focus of Cuba Cooperation, an organisation based in France, and is an example of joint cooperation.

Louis François Delmes, a French engraver and cartographer from the mid-19th century, also contributed to a better understanding of the island by producing valuable maps and engravings.

Advertisements published in the press of the time reflect the French influence. People were importing luxury goods from Paris, Bordeaux and Marseille. People were drinking French wines from Bordeaux: Chateau Laffite, D'Estournel, Medoc, Sauternes, as well as Cognac and Champagne... People were buying Bayonne ham and other French foodstuffs.

Jose Marti, the national hero of Cuba, surely one of the greatest thinkers of the late 19th century, was very familiar with French culture; he notably translated Hugo's *Mes fils* (My Sons) into Spanish, indeed Hugo was a writer he admired both for his talent and for his support of the anti-colonial revolution in Cuba.

There is also Severiano de Heredia, born in La Havana on 8 November 1836 and who arrived in France at the age of 10. He was a very brilliant pupil at the Lycée Louis-le-Grand where he was awarded the grand prix d'honneur in 1855. He wrote several short stories and

poetic essays. In 1870, he applied for French nationality. He became a member of Paris City Council for the Ternes district (17th arrondissement of Paris) from April 1873, then President of Paris City Council in 1879, before being elected to parliament in August 1881. He held the position of Minister of Public Works from 30 May 1887 to 11 December 1887. Among other measures, he fought for the reduction of the factory working day to ten hours for children aged under twelve.

Similarly, the historical figure Emilio Bacardi Moreau, son of Facundo Bacardi, was born to a French mother, Lucie Moreau. This independence activist and first mayor of Santiago in 1898 left a considerable legacy of socio-cultural achievements in Cuba.


Cuba

SOCIALIST REPUBLIC
Capital: Havana
Surface area: 110 922 km²
Population: 11,25 million inhabitants
Official Language: Spanish
National day: 1st January

Head of State: Mr Raúl CASTRO
Minister of External Relations: Mr Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA
Minister of Finance and Prices: Mrs Lina Orlanda PEDRAZA RODRÍGUEZ
Minister of Foreign Trade and Foreign Investment: Mr Rodrigo MALMIERCA DÍAZ
Minister of Revolutionary Armed Forces: General Leopoldo CINTRA FRIAS

GDP: \$ 72,3 billion (2011)
Growth rate: 1,3 % (2014)
Imports: \$ 13,6 billion (2013)
Exports: \$ 27,5 billion (2013)
Currency: Cuban Peso

Cuba, whose economy was mainly based on the cultivation of sugar cane and coffee at that time, optimised production of the latter thanks to the first coffee cultivation manuals, written by two French planters, Jean Laborie and Alex Dumont, between 1809 and 1820.

Moreover, in the Sierra Maestra mountain range, where Fidel Castro began the final and definitive struggle for the true independence of Cuba, the vestiges of more than 90 former coffee plantations have been identified, including those of *Fraternidad* or *La Isabelica*, now classified as a World Heritage Site, as well as 200 kilometres of “hill paths” in steep areas of the Sierra.

The history of the production and exploitation of copper is also marked by the action of Frenchmen such as Prudent Casamayor and the engineer Jules Sagebien, the latter having built the first railway for transporting copper.

The Alliance Française of La Havana, as well as that of Santiago, are places of intense cultural activities, teaching French to 12,000 Cubans and organising exhibitions, festivals, performances, meetings and exchanges centred on our two cultures. Given that Cuba has a population of 11.2 million, it is the country with the largest number of students in the world in Alliances Françaises.

The French film festivals that are held every year in all Cuban cities have enjoyed great success for years now. Furthermore, the *Maison Victor Hugo*, a centre for the promotion of French culture in the heart of Old Havana, demonstrates the political will of our leaders to preserve a common heritage.

The economic and cultural role played by the French in Cuba is considerable due to their integration into Cuban society and their contribution to the modernisation of the island, its eastern part in particular.

President François Hollande confirmed to me that he has read the literature of Alejo Carpentier, Cuba’s former cultural advisor in France, famous for his baroque style. His best known works in France include *Explosion in a Cathedral* (1962), *War of Time* (1967) and *Baroque Concert* (1974). In *The Kingdom of this World* (1949), his first great novel, he evokes the Haitian revolutionary movement. It is also in the prologue of this novel that he describes his vision of the “marvellous real”, which critics were to identify with magical realism.

T.D.L.: Nearly thirty years after the last visit to Cuba by a French foreign minister, Laurent Fabius made an official visit to Havana on 1 April 2014, during which he inaugurated the Business France office in the country. How would you describe the prospects for an intensification of

Franco-Cuban economic exchanges? Furthermore, in your view, to what extent can this visit be qualified as “historic”?

H.E.H.I.C.: The largest French investment is by the Pernod-Ricard Group (Havana Club Rum). Other large groups are involved in development projects on the island. They are concentrated in tourism (Accor), building and construction (Bouygues), telecommunications (Orange and Alcatel-Lucent), energy (Total, Alstom), electrical construction, food, and transport (Air France).

Sixty French companies operate through partnerships with Cuban entities, representative offices and companies owned by locally settled French citizens: 13 of them are established in the form of international economic associations (joint ventures or contracts of association) and 20 in the form of subsidiaries. There have been regular the French employers’ association, the MEDEF (March 2012, October 2013). The Havana International Fair, which is held each year, is an opportunity for French companies to showcase their expertise. French exports to Cuba, in turn, are guaranteed by Coface.

Laurent Fabius also exercised his new responsibility as French head of Foreign Trade for the first time in Havana, meeting Mr Rodrigo Malmierca, the Cuban Minister of Foreign Trade and Foreign Investment, boosted by the new law to attract capital. On this occasion Mr Fabius was able to reiterate France’s interest in participating in the development of the Cuban economy, given the prospects offered by the ongoing reforms and the future special economic development zone around the deepwater port of Mariel. In addition, we have chosen to prioritise 11 areas in which French companies can invest: forestry and food,

« **Cuba and France are united by strong ties whose roots lie in History** »

sugar, industrial, tourism, energy (renewable sources), mining, transport, pharmaceuticals and biotechnology, health (service exports), trade and construction.

However, one can describe the visit of Mr Fabius to Cuba as truly historic if one takes into consideration the fact that the last French foreign minister to have visited our country was Claude Cheysson in 1983, already 31 years ago. Mr Fabius is also the French minister who was the first among his European colleagues to visit since the European Union (EU) began the process



© Office de Tourisme de Cuba

Capital of Cuba, Havana is the economic and cultural center of the country and the largest city of the Caribbean with more than 3.7 million inhabitants.

of normalising relations with Cuba.

Moreover, I would like to remind you of the statement made by Mr Fabius when the re-establishment of contacts between the governments of Cuba and the United States was announced: “The United States and Cuba have just announced their decision to restore diplomatic ties more than half a century after the closure of their embassies. I welcome these announcements, which, as has been long hoped by France, pave the way towards full normalisation and, ultimately, to the lifting of the embargo on this country. France has been strongly committed in recent years to the rapprochement between the European Union and Cuba. Relations between France and Cuba have flourished since my official visit to Cuba in April 2014. France will continue to stand alongside the people of Cuba during this new chapter in its history.”

Prior to Mr Fabius’ visit, Mr Jean-Pierre Bel, former President of the French Senate, came to Cuba in January 2013, and following Mr Fabius, we received a visit by Ms Fleur Pellerin, at the time Secretary of State in charge of Foreign Trade, Tourism and French Nationals Abroad, who travelled to Cuba in May 2014. From our side, Mr Manuel Marrero Cruz, Minister of Tourism, travelled to Paris in January 2014, and, soon after, Mr Bruno Rodriguez Parrilla, Minister of Foreign Affairs, in March 2014.

In this process of rapprochement, we must also mention the visit to Cuba just completed in March 2015, of Mathias Fekl, France’s new Secretary of State in charge of Foreign Trade, Tourism and French Nationals Abroad, which precedes the upcoming visit of the President of the French Republic, Mr François Hollande, to crystallise the historic relationship between our two peoples. »

» Before this historic first visit by a French president to Havana, in April 2015 we will also have the visit to France of the Cuban Foreign Minister, Mr Bruno Rodriguez Parrilla, upon the invitation of his counterpart Mr Fabius, which will pave the way for rolling out the red carpet to the President of France, His Excellency Mr François Hollande.

These contacts mark the end of a long period of rapprochement between our two countries and, at the same time, the beginning of deeper relations in all areas. But they also demonstrate the importance the French President attaches to relations with Latin America and the role that Cuba can play in French aspirations.

T.D.L.: The visit to Cuba by the head of French diplomacy took place in the context of the negotiations opened with the EU on 28 April 2014 with a view to signing a new cooperation agreement. How are these talks progressing? What is your analysis on the possibility of the EU revising the common policy that has been in force since 1996 with regard to your country?

H.E.H.I.C.: The EU is an important partner for Cuba, in fact, its second largest trade partner. Trade between Cuba and the EU is dynamic, even if the balance of trade is in favour of the Europeans. Four out of Cuba's ten biggest partners are European: Spain, the Netherlands, Italy and France. In 2013, 36.7% of Cuba's exports went to Europe and 25.9% of its imports come from this region. For their part, Europeans mainly import foodstuffs, beverages, cigars, sugar and its derivatives, as well as mineral products such as nickel and scrap metal. In return, the EU exports machinery and spare parts, foodstuffs, chemicals and derivatives to Cuba.

With regard to tourism, four European nations feature among the top five sources of tourists to Cuba after Canada: Germany, the United Kingdom, Italy and France. In February 15, 2015, France rose to third in this ranking.

Delegates from the EU and Cuba, whose relations had been officially suspended since 2003, have been negotiating since May 2014 for an "agreement on political dialogue and cooperation". In early 2014, the twenty-eight member states approved the opening of dialogue with the purpose of normalising relations with Cuba. This proposal was accepted by Cuba, which wants the EU to abandon its "common position", in force since 1996.

The Government of Cuba stressed its interest in moving forward in its relationship with the EU, particularly regarding the negotiation of a mutually beneficial agreement for both parties on a reciprocal and non-discriminatory basis of equality.

T.D.L.: The meeting between President Raúl Castro and President Barack Obama on 11 April 2015 has confirmed the rapprochement initiated by Cuba and the United States. In light of the first meetings between Cuban and US officials in Havana in January 2015, how would you describe your expectations with regard to this process ?

H.E.H.I.C.: As we speak, Cuba and the United States have announced their decision to restore diplomatic relations in the context of a process we have recently initiated. However, it should be pointed out that we have not yet renewed diplomatic relations and that we do not yet have ambassadors respectively in Washington and Havana. Between 21 and 22 January 2015, a US delegation came to Cuba and a Cuban delegation travelled to Washington the following 27 February, as part of this process I just mentioned.

On many occasions, the Government of Cuba has privately and publicly expressed its willingness to hold respectful dialogue with the US government, on the basis of sovereign equality, to discuss various topics in a reciprocal manner, without prejudice to the national independence and self-determination of our people.

Following a dialogue that lasted several months, our two countries have been able to move forward in agreeing on certain matters of common interest to both nations.

As the historic leader of the Cuban Revolution, Fidel Castro, promised, in June 2001, when he said "They will return!", Gerardo, Ramón and Antonio returned on 17 December 2014 to our homeland where they joined René and Fernando, who had already seen out their unjust punishments. These five Cuban antiterrorists are a source of pride for us and an example of fortitude.

The great joy of their families and of all our people who rallied tirelessly for this outcome, extends to hundreds of committees and solidarity groups, governments, parliaments, organisations, institutions and personalities who for 16 years called for their release and made courageous efforts to this end. We express our deepest gratitude and recognition to them.

I would like to take this opportunity to thank, in particular, the French solidarity organisations and French citizens, who, individually, accompanied us in this struggle.

T.D.L.: What are the prospects of this rapprochement leading to a lifting of the US embargo and marking a new phase for the future development of Cuban society and the Cuban economy?

H.E.H.I.C.: The president of the United States recognised the failure of the policy applied against Cuba for over fifty years,

the absolute isolation it has caused for his country as well as the damage that the embargo has caused to our people. He also therefore ordered a review of our country's obviously unjustifiable inclusion on the list of state sponsors of international terrorism.

These changes are the result of almost a half a century of heroic struggle by the Cuban people and loyalty to its principles. But they have also been possible thanks to the new era which our region has entered into and the resolute and courageous demands being made by the governments and peoples of the Community of Latin American and Caribbean States (CELAC).

We also sincerely thank the 188 States who voted against the embargo at the United Nations, those which supported the same request at the General Assembly, during summits and international conferences, and all the popular movements, political forces, parliaments and personalities who have tirelessly lobbied for this goal.

Nevertheless, Cuba will not surrender its ideals of independence and social justice, nor will it deny a single one of its principles, nor will it cease to defend its national sovereignty.

We have informed the US president of our willingness to work towards the normalisation of bilateral relations, once diplomatic relations have been restored, which implies the adoption of reciprocal measures to improve the climate between our two countries, resolve other outstanding issues and make progress on cooperation.

However, the main problem remains: the economic, commercial and financial embargo, which causes enormous human and economic damage and violates international law, must be lifted.

The restoration of diplomatic relations will mark the beginning of a journey towards the normalisation of bilateral relations, but it will not be possible while the embargo persists, while the territory illegally occupied by the naval base in Guantánamo Bay is not returned to us, while radio and television programmes violating international standards continue, while equitable compensation has not been granted to our people for the human and economic damage it has suffered.

It would be neither moral nor just, nor acceptable, were anything to be asked from Cuba in return. Should these issues remain unresolved, this diplomatic rapprochement between Cuba and the United States would be pointless. It must therefore not be expected that, in exchange, Cuba should negotiate internal "issues" that fall within our absolute sovereignty. We have made progress in recent negotiations precisely because we have treated each other with respect, on an equal footing. To continue moving forward, this basis must be maintained.

For now, the measures that have been announced in this respect have been very limited. The ban on credit and the use of dollars in our international financial transactions persists; individual trips by US nationals in the framework of the permission for "interpersonal exchanges" are prohibited, as they are intended for subversive purposes, just as travel by sea is prohibited; we are still forbidden from buying equipment and technology with more than 10% of US components on third-country markets, as would be the case for Airbus aircraft, in which we are interested, whereas imports of goods containing Cuban raw materials by US nationals are still forbidden, along with many other bans.

President Barack Obama could make determined use of his vast executive powers to fundamentally change the application of the embargo, since the decision depends only on him, not needing to go through Congress. All the measures he has authorised in telecommunications could also be authorised in other sectors of the economy and that is why it is important that he has decided to start a debate in Congress with a view to removing the embargo. The



© Maria Patricia Leiva OAS

Cuba took part to the Summit of the Americas on 10-11 April 2015 for the first time since the creation of this forum in 1994. Above, Cuban Minister of External Relations, Mr Bruno Rodriguez Parilla and President Raúl Castro who also held on this occasion exceptional talks with his American counterpart President Barack Obama.

T.D.L.: President Raúl Castro has initiated reforms to further open up the Cuban economy. How is this "gradual" process set to continue? What are the key measures introduced by the new law on foreign investment passed on 29 March 2014, in particular with regard to access to land

island has earned thanks to the Revolution.

The growth of the Cuban economy slowed to 1.3% in 2014, which is significantly lower than forecast and the lowest increase since 2006. The projections for 2015 are for growth of just over 4%, with a policy in place to revive local industry, namely through foreign investment.

Cuba has indeed adopted a new law on foreign investment, designed to attract capital to "update" its economic model, without resorting to "shock therapy", notwithstanding the effects of the international economic crisis and the US embargo, still in place despite the announced improvement of relations with the United States.

Law 118/2014, known as the "Foreign Investment Law", sets out the conditions that apply to business with foreign investors: joint ventures, international economic association agreements, companies with 100% foreign capital, agreements for the joint production of goods or the provision of services, management agreements for the production of goods and/or services and management agreements in the hotel sector.

The Cuban State guarantees foreign investors free transfer abroad of funds in convertible currency, exempt of tax »

Latin America :

« Together we represent the third largest economy in the world, we have the second largest oil reserves, the greatest biodiversity on the planet, and we concentrate much of the world's mineral resources. »

spokespeople of the US government have made no secret of the fact that methods are changing, but not the objectives of this policy, and that the interference in our internal affairs will continue, which is something we will not accept.

Lifting the embargo will be a long and difficult process that will require the support, mobilisation and resolute action of all people of good will in the United States and around the world.

ownership and the hiring of local labour? How is the currency reform announced in late 2013 progressing?

H.E.H.I.C.: The economy is the priority and it is our duty to put all our efforts into ensuring that we implement the sustainable and irreversible development of socialism in Cuba. The challenge we face is very great, we must raise the economy to the level of the political prestige that this small Caribbean

publi-rédactionnel

Société de Commerce International, DEVEXPORT bénéficie d'une expérience de 30 ans dans le négoce international et la conduite de projets industriels. Elle s'est implantée à Cuba il y a plus de 25 ans et dispose d'un bureau de représentation à La Havane. DEVEXPORT a établi, pendant toute cette période, des relations commerciales de confiance avec des entreprises de multiples secteurs, ainsi que des relations suivies de concertation avec différents Ministères.

DEVEXPORT conduit aujourd'hui des activités très diversifiées et opère dans plusieurs branches de l'économie cubaine. Elle œuvre principalement dans la réalisation de projets d'équipements industriels et dans l'approvisionnement régulier de l'industrie en matières premières, pièces de rechange, emballages et outillages.

Parmi les secteurs d'activité sur lesquels la société intervient à Cuba, on compte notamment : l'énergie électrique et les énergies renouvelables, les mines et le pétrole, l'hydraulique, les emballages et équipements pharmaceutiques, le secteur agro-industriel, les transports et infrastructures, le tourisme, les industries transverses.

Ce sont chaque année plusieurs dizaines de sociétés françaises et européennes qui réalisent des ventes à travers DEVEXPORT ou en s'appuyant sur elle. La société a exécuté de 1987 à 2014 pour plus de 350 Millions d'euros de contrats de vente d'équipements et semi-produits industriels français à Cuba, s'affirmant ainsi comme l'un des acteurs majeurs des relations bilatérales dans la sphère industrielle. ●

» or other charges in connection with the transfer. It also guarantees the net profits or dividends obtained by the operation of the investment, and receivables in the case of the liquidation, sale or transfer of all or part of the investment.

The law provides for "full protection and security to investors, who may not be expropriated, except for reasons of public utility or social interest" and stipulates that investors should be compensated.

In addition, there are some specific incentives to attract investors. First, a special tax regime: profits are exempt of tax for the first eight years and in exceptional cases for a longer period. Subsequently, the tax rate is 15% and 0% for reinvested earnings. However, for companies exploiting natural resources, a tax rate of up to 50% may apply.

We still provide some advantages that it is sometimes difficult to find elsewhere: a highly skilled workforce, political, social

« **The projections for 2015 are for growth of just over 4%, with a policy in place to revive local industry, namely through foreign investment.** »

and legal stability, a safe environment for foreign personnel, government support for the development and promotion of technological research and innovation, and applications of the latter, among other factors.

The investment projects are remarkable because of their decentralised nature, because they contain proposals made by national companies interested in having access to foreign capital, oriented towards exports and substituting imports, and who wish to foster modernisation, infrastructure development and technological change, which are the country's main motivations.

The negotiation deals include technical and economic pre-feasibility studies that will be updated each year. They will have a greater depth of analysis, using approaches that encourage links with the productive aspects of the economy.

The new portfolio of foreign investment contains 25 proposals for the special economic development zone around Mariel (5 in the food industry, 13 in the biotechnology and medical industry, 6 in

the industrial sector and 1 in renewable energy) and 221 others in 11 sectors of the economy throughout the country, for a total of 246 negotiation opportunities.

As a result, significant opportunities have been opened up across the country: 32 projects in the agro-food sector; 6 in the construction industry; 56 in tourism; 13 in renewable energy; 4 in the sugar sector; 10 in mining; 86 in oil; 3 in transport; and 1 in wholesale trade.

For labour needs, Cuba has employment agencies that supply staff who come with preparation, training, skills and competencies for each profession or trade required by foreign companies operating in Cuba and, at the same time, that guarantee employment for Cuban workers who are socially insured by the Cuban state. If one day a foreign company considers that its profits do not correspond to its expectations and decides to leave Cuba, its employees will not remain helpless because the Cuban state is responsible for finding them another job.

One thing is certain: the land in Cuba is not for sale. A company can sign an agreement granting usufructuary rights, which can be renewed, but the land will remain in the possession of the Cuban people and be socially owned.

With regard to monetary unification, it is a "subject of extreme complexity", which will follow its course in 2015. We decided to end the use of the double currency that was for many years a necessity but which, at present, is an obstacle to the development of our economy and causes headaches for our economists. We will therefore have only one currency in circulation, the traditional Cuban currency. This measure will put an end to a system in which we had the Cuban peso (CUP), for internal use, and then the convertible peso (CUC), worth 24 CUP, which is equivalent in value to the US dollar. Henceforth, as is the case everywhere else in the world, any tourist or foreigner arriving in Cuba, will have to change his currency into pesos (CUP) to make purchases and pay for all services.

T.D.L.: Crowning the normalisation of its relations with its Latin American neighbours, in January 2014 Cuba hosted the second summit of the Community of Latin American and Caribbean States (CELAC). What is your analysis of the impact of the Cuban presidency of this organisation on the deepening of regional integration? What are the specificities of the Bolivarian Alliance for the Peoples of Our America (ALBA)?

H.E.H.I.C.: CELAC is a regional organisation that brings together, for the first time, the 33 countries in the region without the United States and Canada or any European country. It results from more than two

centuries of struggle for independence, and is founded on a solid convergence of views. This unique model seeks to break with the traditional patterns of dominance by large international financial institutions by creating its own instruments. This is the case of the ALBA Bank, which enables countries to develop their own projects, and SUCRE (Unified System for Regional Compensation) for fairer trade with greater monetary independence.

This new type of integration has served to expand cooperation in matters of health and education, as demonstrated by the thousands of medical aid workers who assist the most vulnerable populations. The eradication of illiteracy in most of its member countries is another one of ALBA's achievements.

For our peoples and governments, CELAC represents the shared vision of a Great Latin American and Caribbean homeland. This organisation aims to create a common political space whose fundamental principle is that of respect between nations and peace in the region. It defends the sovereign use of resources for the well-being of all, the progress of our peoples and the principles of states' self-determination and equal sovereignty.

The Havana Declaration and the 2014 Action Plan reaffirm the political will to consolidate Latin American and Caribbean integration, and to act collectively through consultative processes. The signature by all heads of state and government of the Proclamation of Latin America and the Caribbean as a Zone of Peace represents a major milestone both regionally and globally.

ALBA is a new integration model based on mechanisms of economic complementarity and the development of social projects for the benefit of "Our America", which has entered a new era – since the creation of CELAC – and is progressing towards the achievement of its goals: independence, the sovereignty of natural resources, integration, the implementation of a new world order, as well as social justice and democracy of the people, by the people and for the people. Indeed, an unprecedented level of commitment to justice and the rights of peoples has been achieved within this framework, surpassing that of any other historical period.

Together we represent the third largest economy in the world, we have the second largest oil reserves, the greatest biodiversity on the planet, and we concentrate much of the world's mineral resources.

Fostering unity in diversity, being united in action and respecting our differences remain our primary objectives and an essential necessity. Thanks to the economic and social policies in place, along with the sustained growth of our region, in the past decade

we have withstood the global economic crisis and reduced poverty, unemployment and the unequal distribution of wealth.

We must address structural gaps, ensure free and high-quality education, universal and comprehensive health coverage, social security for all, equal opportunities, and human rights for all people.

The 83 points listed in the final Havana Declaration include the designation of Latin America as a zone of peace, in which regional conflicts will be resolved only through dialogue and the use of force is ruled out; the recognition of the action indigenous peoples in favour of biodiversity and the need to avoid the commercialisation of their knowledge by transnationals; and a package of measures to combat poverty, illiteracy and inequality, while promoting food security, agricultural development, technical and scientific cooperation, or economic and financial integration.

Furthermore, the presidents also committed to supporting the peace process in Colombia, the rights of Argentina over the Falkland Islands, the Latin American and Caribbean character of Puerto Rico (now annexed by the United States), the reconstruction of Haiti, and rejected the embargo maintained by Washington against Cuba.

T.D.L.: Cuba was the first country to have responded to the call of the World Health Organisation (WHO) to contain the Ebola virus, deploying 256 of its doctors in West Africa. How did your country deal with the magnitude of the health challenge posed by this epidemic? In light of the strong commitment of its medical experts abroad, can one speak of a Cuban "health" diplomacy? With regard to your experience in African issues, how would you like to see cooperation between your country and Africa evolving?

H.E.H.I.C.: Africa, which is also where we have our roots, needs no advice or interference, but the transfer of financial



Kingpin of the new Special Zone of Development (ZDEM), the port of Mariel was enlarged and modernized by the Brazilian firm Odebrecht. It is designed to be the future hub of trade exchanges in the Caribbean.

resources, technology and fair treatment. We will always defend the legitimate interests of nations with which we have fought shoulder to shoulder against colonialism and apartheid and with which we have fraternal relations of cooperation. We will always remember their solidarity and unwavering support.

The South African government, financially speaking the richest on the African continent, was equipped with nuclear weapons whose systems had been delivered by the State of Israel, with the agreement of President Ronald Reagan, in order to hit the Cuban and Angolan forces defending the People's Republic of Angola, occupied at that time by the apartheid regime. No peace negotiation or peaceful settlement was possible while Angola was being attacked by the best trained and best equipped army on the African continent. It was these systematic efforts to bleed Angola dry that led Cuba to deal a deadly blow to the racists in Cuito Cuanavale, a former NATO base that South Africa was trying to occupy at any cost.

This arrogant government was forced to negotiate a peace agreement that ended

the military occupation of Angola, brought about the independence of Namibia and hastened the end of apartheid in Africa. The African continent was freed of the nuclear weapons that had threatened Cuba for the second time in its history. The Cuban internationalist troops withdrew from Africa with honour.

Whereas several countries sent the type of material aid they considered possible according to their abilities and interests, Cuba contributed by sending 265 doctors and nurses to Guinea Conakry, Sierra Leone and Liberia as a gesture of continuing medical cooperation by Cuba in Africa. Since the beginning of the Revolution in 1959, 76,000 Cuban doctors and nurses of both sexes have contributed and worked in 39 African countries. Today, more than 4,000 of them still undertake missions in 32 countries on the continent, while over the same period 3,392 Africans from 45 African countries have been trained as doctors in Cuba. Africa deserves our respect and our support, it can always count on the hand of friendship extended by Cuba. ●

Biographie

H.E. Héctor IGARZA CABRERA

Born 28 August 1954, H.E. Hector Igarza Cabrera holds a journalism degree from the University of Havana. He began his career at the Cuban Ministry of Foreign Affairs, serving as an Expert in the Sub-Saharan Africa Department (1973-76). He was then posted to the Cuban Embassy in Gabon as Second Secretary (1977-78), before returning to his duties as

Expert in the MFA Sub-Saharan Africa Department (1979-80). He served as First Secretary at the Cuban Embassies in Mozambique (1980-85) and Zimbabwe (1986-87). He was again an Expert in the MFA Sub-Saharan Africa Department (1988-89), before being named Head Correspondent at the Prensa Latina Agency in New York (1989-92). He returned to the Foreign Affairs Ministry

to serve as an Expert in the United States Department (1993-94) and in Sub-Saharan Africa Department (1995-96), then joined the Prensa Latina Agency for North America as Editor-in-Chief (1997-2001). He resumed his diplomatic career by taking up the duties of Cuban Chargé d'affaires in Liberia (2002-03), before being named Ambassador of Cuba to the Democratic Republic

of the Congo (2003-07). He returned once again to the Sub-Saharan Africa Department, serving consecutively as Head Expert (2008-11), Ambassador-Deputy Director (2011), and Department Director (2012). H.E. Hector Igarza Cabrera presented his credentials to President François Hollande as Ambassador of Cuba to France on 15 November 2013. ●